

# Ethnicite et Multipartisme au Nord-Cameroun

---

*Ibrahim Mouiche \**

---

## Resume

*Le <<Nord-Cameroun>> renvoie au départ à une entité administrative pluriethnique, mais ce pluralisme sera transcendé par le régime du Président Ahidjo, pour constituer sa région natale en un bloc quasi-monolithique, véritable base-arrière politique à travers une action régionalisante. Néanmoins, cette action régionalisante, dans la mesure où elle reposait sur l'hégémonie peul-musulmane sur les Kirdi (populations païennes), des Kotoko sur les Arabes choa (pourtant appartenant tous à la Umma), ne s'était pas opérée dans le sens d'une bonne gestion de l'ethnicité qui aurait pu prendre en compte les véritables intérêts des populations locales en privilégiant les solidarités et les complémentarités.*

*La démission du Président Ahidjo et l'avènement de M. Biya en 1982 ont déterminé de mutations profondes au niveau de la superstructure dont l'impact sur les différentes composantes du Nord-Cameroun a été évident. Surtout, à l'ancien «projet hégémonique peul-musulman», Biya va opposer un «contre projet kirdi» en émancipant ces derniers. Et avec le retour au multipartisme au Cameroun en 1990, le Nord va être soumis à un retournement dans la gestion de l'ethnicité, les élites des différentes communautés tentant de trouver une nouvelle rationalité, de définir des objectifs et d'apprécier l'ensemble des ressources leur permettant de bénéficier avantagement de la rente politique et de se positionner stratégiquement au niveau local et national.*

*Cette étude qui est une sociologie électorale du Nord-Cameroun est articulée sur deux parties: d'une part, nous nous efforçons de montrer comment l'instrumentalisation de l'ethnicité dans la vie politique du Nord-Cameroun trouve son historicité dans la consécration précoloniale, coloniale et postcoloniale de l'hégémonie musulmane (sous la houlette de l'ethnie peul) sur les Kirdi et des*

*Kotoko sur les Arabes. D'autre part, il est question des regroupements politiques et des facteurs qui déterminent le comportement électoral des populations du Nord-Cameroun du Nord-Cameroun en rapport avec l'ethnicité.*

*Ce que l'on peut retenir, est que la crise économique rampante et la crise de la succession présidentielle de 1982, couplée de la politisation de l'ethnicité et de la démocratisation autoritaire du régime du Président Biya, a conduit à la bipolarisation de la vie politique de cette région mais aussi et surtout à la perturbation de ses tendances électorales. Ainsi, alors que le Nord était considéré comme le fief du parti de l'UNDP du Peul Bouba Bello Maïgari, chaque consultation électorale voit son électorat se «volatiser» au profit du RDPC du Président Biya, lequel est en passe de devenir un parti dominant dans cette région du pays. Le MDR, petit parti «tribunitien» toupouri localisé dans les zones toupouri de l'Extrême-Nord a subi le même sort pour perdre son rôle tribunitien. Tous ces facteurs de perturbations posent le problème de la création des conditions politiques, économiques, sociales et culturelles, d'un ancrage profond et irréversible de la démocratie.*

## **Introduction**

En Afrique noire contemporaine, antérieur au fait étatique existe le fait ethnique. Paradoxalement, celui-ci trouve dans celui-là un terrain privilégié de résurgence et d'expression. C'est à tort que l'on prétendait minimiser la vivacité importante de cette donnée sociologique. De l'Afrique, il explique certains comportements auxquels s'intéresse la science politique. L'observation de M. Nicolas s'impose ici avec force lorsqu'il écrit: «*si le fait ethnique n'était qu'une trace du passé, on ne comprendrait cette obstination de ceux qui visent à l'adapter sans cesse au présent le plus brûlant, ni qu'il provoque la mise en cause des systèmes modernes*»<sup>1</sup> (voir Pambou Tchivounda, 1982: 92). En fait, le contexte ethnique constitue une dimension essentielle des modes d'organisation et de perception de soi en Afrique puisque, sur le plan historique, c'est le cadre ethnique qui a assuré (et continue à assurer) la structure fondamentale de l'héritage culturel, spirituel et artistique des populations africaines. Le bagage ethnique de l'Africain moyen consiste essentiellement en un mode de vie et une conception du monde, comme peuvent l'être les structures de l'Etat dans les sociétés où la nationalité et l'élément ethnique ont fusionné en une entité commune (Balogun, 1993: 61). Et dans la mesure où l'ethnie a vocation à promouvoir l'intégrité politique, économique et culturel de chacun des groupes constitutifs de la société dont elle relève, à y favoriser le retour à la confiance, à l'initiative, à la créativité sociale, à plus de solidarité, et à conjurer ce faisant les forces anomiques, anthropiques et centrifuges de la structure globale, elle apparaît comme un argument indispensable pour la mise en oeuvre et la promotion d'un développement harmonieux et par conséquent durable de l'Etat (Nkoth Bissek, 1994: 236).<sup>2</sup>

Donc l'Etat moderne en Afrique ne présente pas le monopole du contrôle de la nation, des structures politiques, des structures administratives et de la société civile. Il ne parvient même pas à gérer les « *identités tribales* » qu'il prétend connaître. Au contraire, nous nous trouvons en face d'un ensemble de structures et de comportements politiques originaux qui ne se laissent pas aisément définir et qui donnent du fil à retordre tant aux dirigeants africains qu'aux chercheurs. Ces structures et comportements politiques s'enracinent en tant que praxis politiques, construites et inscrites dans l'histoire locale et non officielle; ils tiennent en échec l'Etat moderne weberien, puisque sur la scène nationale, il intervient avec d'autres lieux de pouvoir qui le forcent à respecter leur espace vital, créant ainsi une nouvelle structure de pouvoir, l'Etat et ces lieux de pouvoir se présentant comme deux types de pouvoir tantôt opposés et concurrents, tantôt conciliants, mais entraînés dans une forme nouvelle de relation d'Etat et de pouvoir local dans la modernité (Biaya, 1998: 106).

Mais, si l'expérience africaine peut nous apprendre quelque chose, c'est bien que l'identité ethnique est toujours plurielle, évolutive, transformable. Elle n'est dans cette situation de modernité ou même de modernisation qu'une expression particulière (parfois survalorisée, parfois sous-valorisée) d'une gamme très large d'adhésions identitaires multiples dont l'activation est liée à la fois à la configuration propre des enjeux sociaux du moment, à l'efficacité comparée des différentes formes d'action et de mobilisation sociales disponibles et aux options des « *porteurs des discours* » (Darbon, 1995: 11). Dès lors, Marco Martinello (1995: 18-19) a raison pour définir l'ethnicité comme « *une des formes majeures de différenciation sociale et politique et d'inégalité structurelle dans la plupart des sociétés contemporaines et qui repose sur la production et la reproduction des définitions sociales et politiques de la différence physique, psychologique et culturelle entre groupes dits ethniques qui développent entre eux des relations des différents types (coopération, conflits, compétition, domination, reconnaissance, etc. ...)* ». Donc, elle ne se définit absolument pas par un ensemble de caractéristiques physiques, psychologiques et culturelles objectives des groupes mais bien par la perception de leur importance pour les relations sociales, qu'elles soient « *réelles* » ou non. En une phrase elle est un aspect des relations sociales entre des acteurs sociaux qui se considèrent et qui sont considérés par les autres comme étant culturellement distincts des membres d'autres groupes avec lesquels ils ont un minimum d'interactions régulières.

Mais, que l'ethnicité ou le « *tribalisme* » soit « *une invention et une arme de l'impérialisme et du néocolonialisme pour diviser et mieux régner* » (cette thèse historiquement vraie jusqu'à un certain niveau)(voir Bayart, 1996:43-44) ne doit pas empêcher d'envisager l'ethnicité comme une valeur politiquement positive et légitime; puisque les gens peuvent revendiquer ouvertement une identité ethnique quelconque, s'en montrer fiers et en bien des cas se mobiliser activement en faveur

de la suppression des inégalités dont ils estiment être victimes (Björklund, 1992). Mamdani (1996: 184-186), analysant les rapports Etat-société civile en Afrique coloniale et postcoloniale dénonce aussi cet immobilisme théorique se cachant derrière les théories explicatives du « *tribalisme* » comme une invention coloniale et de l'impérialisme et des classes dirigeantes postcoloniales. Même le changement des concepts « *tribalisme comme une pathologie* » en « *ethnicité* », terme neutre et imposant l'analyse des identités n'a changé ni l'objet d'étude, ni les approches en place (voir Biaya, 1998).

Aujourd'hui et cela depuis le début de la décennie 90, les Etats africains subsahariens chacun selon les modalités dictées par sa propre histoire, se sont engagés dans le processus de démocratisation. Compte tenu de la diversité des situations créées par un tel processus, de leur complexité, du caractère parfois inédit des problèmes qu'il pose, de l'ampleur des enjeux voire des passions qu'il suscite, ces quelques années peuvent s'avérer somme toute insuffisantes pour donner à l'analyse, la visibilité et le recul nécessaire. Néanmoins, une constante se dégage; c'est l'institutionnalisation insuffisante des procédures et de la culture démocratiques, la systématisation des pratiques frauduleuses de tous ordres, érigés en « *ethos* » électoral, et le souci par dessus tout des tenants des « *majorités électorales* » de se maintenir coûte que coûte en position de pouvoir y compris en utilisant l'alibi des compétitions électorales. Ce qui constitue des motifs de disqualification ou de péjoration des voies quotidiennes de la démocratisation telle qu'elle se pratique aujourd'hui (Ossebi, 1995: 4; Mbembe, 1996; Adejumbi, 1998). Voilà pourquoi des auteurs qualifient ce processus de « *libéralisation politique* » plutôt que de démocratisation (voir Diouf, 1995; Naomi Chazan, 1992; Comi Toulabor, 1991; Mouiche, 1996).

Par ailleurs, avec le renouveau des conflits ethniques, des rebellions armées et des replis identitaires qui accompagnent ce processus de démocratisation, se pose le problème du rapport entre l'ethnicité et la démocratisation. Ce qui est certain, c'est que l'ethnicité intervient dans toutes les différentes phases dudit processus (conférences constitutionnelles, élections de transition et de l'après-transition). De même, le processus de démocratisation influence l'ethnicité et peut même aller jusqu'à alimenter des conflits ethniques puisqu'il conduit généralement au changement de régime d'accès au pouvoir et à l'accumulation, et à l'irruption au sein de l'Etat de nouveaux clients politiques. En ce sens, son issue demeure incertaine et c'est dans cette incertitude qu'émerge l'ethnicité, la communauté ethnique étant un chenal par lequel est revendiquée la redistribution ainsi qu'un instrument d'accumulation. Néanmoins, cette liaison ne va pas jusqu'à faire du multipartisme une gêne pour la démocratie. En effet, une distinction doit être faite entre la démocratisation qui est un processus de mise en cause du régime autoritaire et la démocratie qui en est le résultat. Alors que dans son cheminement la démocratisation est confrontée à de nombreuses pressions et résistances, à

l'incertitude et à l'insécurité, la démocratie suppose plutôt la paix et la concorde, la sécurité, le respect mutuel et la jouissance des libertés publiques (Nnoli, 1995). D'ailleurs, les rapports entre l'ethnicité et le processus de démocratisation ne sont pas forcément dysfonctionnels. Des Etats multiethniques à l'instar du Botswana et de l'Ile Maurice ont vécu le multipartisme sans heurts au contraire du Nigéria même sous le régime militaire. Donc certains facteurs doivent être pris en compte dans la dialectique ethnicité-démocratisation.

Ces facteurs renvoient au rôle de l'Etat dans la société civile, aux rapports de classe au sein de cette société civile et à l'histoire des relations entre les groupes ethniques à l'intérieur des Etats. Car, en Afrique, l'Etat est un Etat interventionniste. Et puisqu'il intervient dans plusieurs secteurs de la vie sociale, son contrôle constitue souvent pour les groupes ethniques un prétexte d'accumulation. Seulement, dans l'allocation des ressources, l'Etat africain a toujours brillé par son arbitraire, en organisant la domination et la répression de certains groupes sur d'autres comme au Nord-Cameroun<sup>3</sup> où sous le régime du Président Ahidjo, les musulmans sous la houlette de son groupe ethnique, les Peul, dominaient les non-musulmans communément appelés Kirdi.<sup>4</sup>

Cette étude est une sociologie électorale du Nord-Cameroun, le Nord de par sa surface démographique, constituant un réservoir électoral, le vote étant par ailleurs un indice fort de participation politique. Ce qui est important pour l'analyse, c'est la capacité qu'a pu développer le régime du Président Biya pour instrumentaliser à son compte l'ethnicité dans cette partie du territoire jadis précarré de son prédécesseur Ahidjo, malgré le déficit de légitimité dont souffrait (et continue à souffrir) ce régime et nonobstant pour le Nord-Cameroun que, la crise de la succession présidentielle de 1982 qui prit une tournure dramatique avec le coup d'Etat avorté du 6 Avril 1984, conduit essentiellement par les éléments «*nordistes*» (sauvagement réprimés pour la circonstance) ne manquait pas de nourrir des rancœurs qui constituaient davantage des motifs de disqualification dudit régime. Au contraire, le Nord est devenu à terme un précarré de soutien au parti du RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais) du Président Biya et la survie de son régime depuis l'avènement du multipartisme dépend largement de ce que l'on appelle au Cameroun «*l'axe Nord-Sud*», c'est-à-dire une alliance tacite entre les populations du Centre, du Sud et de l'Est dont les ethnies (les Beti) sont apparentées à celle du Président Biya et celles du Nord-Cameroun en vue du contrôle de l'espace politique camerounais. Cet axe (s'il existe) est également celui qui avait permis à M. Ahidjo d'accéder à la magistrature suprême au Cameroun en 1960 pour passer le témoin à M. Biya, un homme du Sud en 1982.

Ce travail sera articulé sur deux parties: d'une part, il sera question de montrer comment l'instrumentalisation de l'ethnicité dans la vie politique du Nord-Cameroun a une historicité. D'autre part, l'on parlera des identifications partisans

et des variables prédictives du comportement électoral du Nord-Cameroun en rapport avec l'ethnicité.

## **I- LES ORIGINES HISTORIQUES DE L'INSTRUMENTALISATION DE L'ETHNICITE DANS LA VIE POLITIQUE DU NORD-CAMEROUN**

la consécration précoloniale, coloniale et postcoloniale de l'hégémonie peul-musulmane sur les Kirdi<sup>5</sup>.

Le Nord renvoie au départ à une entité administrative regroupant des peuples divers; mais le pluralisme ethnique va fondre dans le glacier du logo administratif. Du terme « *Nord* » désignant une région, une province on glissera vers le type « *nordiste* » renvoyant à un peuple distinct, à un peuple transcendant les clivages culturels et historiques réels. Malgré son caractère artificiel découlant de la volonté du Président Ahidjo (1960-1982) de constituer sa région d'origine en bloc monolithique, le terme « *nordiste* » est devenu un ensemble significatif. Mais, compte tenu de la complexité et de l'imbrication des groupes, il n'est possible de s'en tenir ici à une population isolée. Les ethnies qui occupent rarement leur territoire d'origine sont difficiles à définir et si l'on peut accepter l'idée qu'elles constituent un groupe d'individus qui partagent momentanément une communauté linguistique, culturelle et sociale plus élevée que celle qu'elles partagent avec ses voisins, les groupes bâtards sont nombreux; ce d'autant plus que l'histoire des peuplements du Nord suggère d'innombrables emprunts et assimilation, les populations ayant de profondes affinités dans le domaine de l'organisation sociale et religieuse (Pontié, 1973: 3). Et pas plus qu'il n'est possible de considérer les sociétés comme des monolithes, il n'est possible de s'en tenir ici à des limites géographiques rigides. Il est bien certain qu'une tentative de reconstruction historique de cette partie de l'Afrique doit prendre en considération des régions voisines. Ce qui implique une étroite collaboration entre le Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine et le Nigéria. D'ailleurs, la territorialité qui est l'un des fondements de l'Etat-nation, est remise en cause ici par des populations qui, dans leur quête pour la survie dans un contexte de crise économique rampante font fi des frontières étatiques (voir de Carne, 1981: 171; Bah et Issa, 1997: 285).

### ***A - Diversité ethnique et consécration précoloniale et coloniale de l'hégémonie peul-musulmane au Nord-Cameroun***

La population du Nord-Cameroun est abusivement divisée en musulmans d'une part et de Kirdi de l'autre. Mais contrairement à l'idée communément admise, les Kirdi constituent l'ossature numérique de la région puisqu'ils représentent le 70 à 73% de la population (ORSTOM, 1984).

Les ethnies musulmanes sont: le Peul qui constitue le plus grand groupe, les Mandara, les Kotoko, les Arabes choa, les Bornouan et les Haoussa. Elles sont

localisés à l'Extrême-Nord dans les lamidats (chefferies peul) de Dumru, Guidiguï, dans les plaines du Diamaré et de Mora et dans les abords sud du lac Tchad (département du Logone et Chari). Dans le Nord, les Foulbé se trouvent dans les lamidats de Golombe et de Mayo oulo.

Les Kirdi quant à eux, ne constituent pas un peuple, mais cette multitude de communautés ethniques fort distinctes que sont les Mafa, les Mousgoum, les Toupouri, Guiziga, Moundang, Fali, Mada, Guidar, Mofou, Mousey, Mboum, Laka, etc. ... qui peuplent les montagnes, les plaines et les plateaux du Nord-Cameroun. Jean Yves Martin (1973), les estime à un ensemble de vingt trois ethnies différentes. Mais ce chiffre nous semble approximatif quand on connaît le fractionnement ethnique extrême de cette région (voir Beauvilain, 1989).

Grâce aux recensements administratifs qui avaient l'habitude d'indiquer l'appartenance ethnique, pratique malheureusement abandonnée depuis l'accession du Cameroun à l'indépendance, nous allons tenter à la suite du professeur Jean-Louis Dongmo (1997: 261-264), de donner une idée du poids numérique des différentes ethnies. Dans l'actuelle province de l'Extrême-Nord, vivaient 707.265 habitants dont 38,99% des musulmans et 61,01% d'animistes.

Les premiers se composent principalement des Peul (23,10% du total et 59,24% des musulmans et des Arabes choa (8,08% du total et 20,74% des musulmans). Parmi les seconds, se détachent, en plaine les Toupouri (9,18% du total et 15,07% des animistes), les Massa (7,31% du total et 13,98% des animistes) les Mousgoum (5,69% du total des animistes), les Guiziga (4,86% du total et 7,97% des animistes), et en montagne, les Mafa (9,99% du total et 16,37% des animistes), les Mofou (4,17% du total et 6,83%). A la même époque, l'actuelle province du Nord comptait 26.162 habitants dont 41,81% des Peul et captifs, 12,94% des Fali, 8,54% des Guidar et 4,93% des Ndourou. L'on ne dispose pas de données pour l'actuelle province de l'Adamaoua, mais, il est probable que les Foulbé et les animistes (Mboum, Gbaya, Vouté, Niem Niem, etc. ...) y coexistaient dans des proportions comparables.

Ce qu'on peut retenir, c'est que les Peul ou Foulbé se répartissent sur la quasi-totalité du territoire en question (notamment dans les zones urbaines), tandis que les autres ethnies ont une implantation spatiale réduite. De même, dans chacune des régions distinguées ci-dessus, ils constituent le groupe le plus nombreux mais pris isolément, les peuples kirdi sont de loin majoritaires. Seulement, ces Kirdi concentrés en majorité à l'Extrême-Nord subissent les contrecoups de l'hégémonie peul-musulmane où ils ont été dominés culturellement, politiquement et économiquement (voir Van Den Berg, 1997; Schilder, 1997; Van Santen, 1997; Mouiche, 1997).

C'est pour cette raison que Luc Sindjoun (1994: 372), qualifie l'ethnie peul d'«*ethnie charismatique*» au Cameroun à l'instar des Duala, des Bamiléké, des Beti, c'est-à-dire une construction ethnique qui ne tient pas à une supériorité intrinsèque,

mais plutôt celle dont les agents sociaux qui s'en réclament, l'imposent dans la vie publique, la font exister dans le marché politique, dans l'agenda national et communautaire.

Cet accès des Foulbé à la noblesse ethnique est liée à la vitalité de leur classe politique. Il s'agit originellement d'une hégémonie régionale précoloniale qui prend sa source dans la guerre sainte déclenchée par Ousman Dan Fodio à partir de Yola au début du XIXe siècle où les clans peul assujettissent les populations locales. C'est une hégémonie qui s'énonce à travers la maîtrise de la religion « *légitime* », l'islam et la production de l'idéologie de la distinction et de la supériorité culturelle des Peul, le « *Pulaaku* ». Cette hégémonie symbolique se conjugue avec le contrôle de l'espace territorial où les terres les plus fertiles et les plus vastes appartiennent aux chefs peul (les lamibé) qui gardent leur système féodal où les Kirdi, pauvres travaillent comme des métayers. Il n'est pas inutile de mentionner que les rapports Peul/Kirdi étaient généralement emprunts du sceau de l'esclavage.<sup>6</sup> La colonisation en considérant les Peul comme leurs principaux alliés locaux, comme les intermédiaires avec les populations païennes,<sup>7</sup> va renforcer la prégnance du modèle peul au niveau de l'organisation politique, de l'architecture, de la langue, de la religion et du vêtement. L'accession à l'indépendance en 1960, va contribuer à renforcer le processus de « *foulbéisation* », c'est-à-dire le changement de l'identité ethnique d'un non-Foulbé et d'un non-musulman, l'inculcation de la culture peul islamisée aux Kirdi dans la mesure où le Président est Ahmadou Ahidjo, un Peul. La « *foulbéisation* » devient un investissement social car elle offre des avantages de distinction et de promotion sociale. Il en découle une hétérogénéité de l'ethnie peul. C'est cette reconstitution postcoloniale de la prégnance régionale du modèle peul qui va entraîner l'identification entre les Peul et la partie septentrionale du Cameroun. D'où l'invention de l'ethnie « *nordiste* », construction qui marque la satellisation des autres groupes ethniques par les Peul (Sindjoun, 1994: 375-376).

### *B - Régionalisation du Nord-Cameroun et marginalisation des Kirdi et Arabes sous le régime du président Ahidjo*

Partout, en Afrique, au lendemain des indépendances, l'Etat s'était engagé d'emblée dans un processus unificateur et centralisateur, et dans une logique de développement planifié, intégrant autoritairement l'ensemble du territoire national. Une telle mystification aujourd'hui devenue mythe, a également animé le Cameroun. Il nous semble pertinent au niveau du Nord-Cameroun, de tenter une lecture de la gestion de l'ethnicité par les autorités politiques centrales. Ainsi, au lendemain de l'indépendance, le régime instauré par A. Ahidjo prône l'intégration nationale et pour y parvenir, développe le concept d'équilibre régional; mais cela n'empêchera nullement Ahidjo, homme de grande habileté politique, de placer l'ethnicité au cœur des stratégies d'alliances (Bah et Issa, 1997: 281). Comme



l'affirme le professeur Maurice Kamto (1994: 226-227),:

« Ahmadou Ahidjo faisait illusion; derrière le discours d'unité nationale, il a d'une part entretenu le clivage Nord-Sud au Cameroun, en limitant au strict nécessaire les contacts entre le Nord islamisé sous l'hégémonie peul et le Sud christianisé tenté par l'occidentalisation, il est révélateur à cet égard qu'après \_ de siècle de règne sans partage, il n'ait pas décidé de relier ces deux parties du pays par des routes modernes(...). D'autre part, il a cherché par une assimilation par soumission des populations non peul et non islamisées du Nord à l'hégémonie foubé afin de présenter le Nord à l'apparence homogène face à un Sud dont il reconnaissait fort bien les divisions. En fait, il a davantage manoeuvré, entre les ethnies qu'il ne s'est réellement attelé à l'édification de la nation qu'il exaltait dans ses discours ».

Voilà pourquoi le concept de « *projet hégémonique* » de Bayart (1985) nous paraît plus approprié pour rendre compte de cette relation de l'Etat aux différentes régions. D'ailleurs, le concept d' « *équilibre régional* » présente beaucoup d'impertinences. Il suppose que les régions en tant qu'unités, sont bien déterminées et que leurs frontières sont flexibles du fait qu'elles sont le produit des multiples négociations. Au contraire, le Cameroun est traversé par des clivages régionaux et, à l'intérieur de chaque région existent des tensions ethniques que ne peut occulter l'analyse.

S'agissant du Nord-Cameroun, ce terroir (notamment les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord) fait figure des régions pauvres de l'Afrique sahélienne; cette situation est renforcée par le désert, la sécheresse, la faible production agricole, etc.. Or, pendant la colonisation, l'esprit jacobin et centralisateur qui a toujours animé les différents Hauts commissaires établis à Yaoundé, avait relégué le Nord dans la marginalité; et la logique de la concentration de la totalité des investissements dans les grandes villes du Sud et le développement du « *Cameroun utile* » avaient également induit des graves déséquilibres ainsi que le stigmatise Philippe Gaillard (1994: 19-20):

« Jamais dans aucun pays, l'égalitarisme ne s'est traduit en une action publique pareillement systématique et obsessionnelle. A cela, il fallait ajouter les déséquilibres initiaux entre le Nord et le Sud qu'on ne pouvait résorber en une génération. Ahidjo voulut aller le plus vite possible. Il comprit qu'il faudrait recourir à des artifices pour obtenir les résultats rapides; il n'hésita pas à tricher. Il savait bien qu'originaire de la région la plus attardée tant sur le plan économique que sur celui de l'instruction, il serait accusé de favoriser son fief. Il assumait l'opprobre. Ouvrant avant l'indépendance, un concours pour faire accéder à un grade administratif convenable des hommes auxquels il avait déjà confié des responsabilités, il fit organiser une fuite des sujets au bénéfice de quelques compagnons du

Nord dont les qualités étaient indéniables, mais la capacité à passer l'examen incertaine. Ensuite les dosages régionaux et même départementaux, proportionnels aux populations représentées atteignirent la perfection au sein du gouvernement, des administrations, des établissements publics, des entreprises d'économie mixte et des grandes écoles, le secteur privé fut fermement incité à suivre cet exemple».

L'inconvénient du système était évident: du haut en bas de la hiérarchie, les candidats les plus qualifiés pouvaient se trouver éliminés par le jeu des quotas. Evident et accepté par Ahidjo. La construction nationale étant l'impératif prioritaire, il fallait endurer les dysfonctionnements qui s'ensuivaient. Et après tout les quotas en faveur des minorités, principalement ethniques n'ont-ils pas été institutionnalisés aux USA, dans les administrations, les entreprises et les universités par les Présidents Johnson et Nixon avant de l'être au Cameroun?

En outre, sur plan de l'intégration et du développement, le Nord plus que toute autre région au Cameroun avait bénéficié sous le régime du Président Ahidjo de nombreux projets de développement et de nombreuses infrastructures (voir Dongmo, 1997: 273). Commençons par le développement rural qui, au Nord-Cameroun, est pris en charge sous forme de projets d'opération intégrés par des organismes para-administratifs ou des sociétés de développement. Ces derniers sont au nombre de trois: la SEMNORD, la Mission de la vallée supérieure de la Bénoué, la SODECOTON.

La SEMNORD (Secteur expérimental de modernisation du Nord) est un héritage de la colonisation. Entre 1957 et 1974, il a encadré les actions de développement dont deux opérations principales:

- Des casiers de colonisations créés pour faciliter la descente des montagnards depuis les secteurs surpeuplés des Monts Mandara vers les plaines voisines aux densités humaines beaucoup plus faibles; les principaux casiers se situent près de Mora (Mokyo, Doulo-Gazé) et de Garoua (Sanguéré).
- Le «*Projet Guider*» (1960-1973) a eu pour but le développement agricole de l'arrondissement de Guider (actuel département du Mayo Louti) en améliorant les infrastructures socio-économiques et en favorisant l'installation de migrants.. Son domaine d'intervention a été étendu à partir de 1970 au canton de Bé (Bénoué).

La «*Mission d'aménagement de la vallée supérieure de la Bénoué*» créée en 1974 a eu deux domaines principaux d'intervention:

- Tout d'abord, elle est chargée d'étudier, les aménagements à réaliser dans la vallée de la Bénoué en aval du barrage de Lagdo pour profiter des possibilités nouvelles d'irrigation.
- En second lieu, elle est maître d'oeuvre du «*Projet nord-est Bénoué*» qui cherche à développer la région enclavée comprise entre la frontière tchadienne

et le cours de la Bénoué et du Mayo-Kébi: modernisation de l'agriculture, création des équipements sociaux, construction des routes, installation des migrations.

La SODECOTON qui en plus de l'encadrement de la culture du coton dans le Nord et l'Extrême-Nord est maître d'oeuvre de trois projets de développement.

- Le premier, c'est le « *Projet sud-est Bénoué* » qui couvre la majeure partie du département du Mayo Rey. Il a permis de développer la culture du coton en liaison avec une opération de motorisation légère, d'améliorer les infrastructures routières et de créer des équipements à caractère socio-économique, le tout accompagné, d'une installation des migrants.
- Le second, c'est le « *le Projet centre-nord* » lancé en 1981 avec pour objectif de favoriser le développement agricole des secteurs cotonniers de l'Extrême-Nord et du Mayo Louti en les désenclavant et en améliorant les équipements socio-économiques.
- Le troisième, c'est le « *Projet ouest-Bénoué* » dont le démarrage était prévu en 1983 et qui devait concerner la partie occidentale du département de la Bénoué et de la majeure partie du département du Faro. Malheureusement, il n'a jamais été mis en exécution.

Le second domaine qui a eu un impact déterminant est celui des voies de communication<sup>8</sup>. En effet, depuis 1965, un effort très important pour le désenclavement de la région a été entrepris: construction du chemin de fer « *transcamerounais* » Yaoundé-Belabo-Ngaoundéré qui compte quatre gares sur le territoire de la région (Ngaoundal, Makor, Bawa et Ngaoundéré); bitumage de 1150 km de routes (axe Sud-Nord Ngaoundéré-Garoua-Maroua-Mora-Motam, 720 km; la route Meidoungou-Ngaoundal-Tibati 250 km; tronçon de la « *transafricaine* » Logon-Mombassa), construction des routes permanentes dans le cadre des différents projets de développement intégré, bitumage des pistes des aéroports de Ngaoundéré et de Maroua en 1971, etc. ...

Tout ceci a permis à la région de consolider son unité et son identité et surtout d'éloigner définitivement la menace de sécession brandie au moment de l'indépendance. Il est difficile de croire que l'action régionalisante de M. Ahidjo n'a pas été essentiellement inspirée par son appartenance à l'aristocratie peul. Cette action peut être interprétée comme le prolongement de la mainmise des Peul sur le Nord-Cameroun au XIXe siècle, à la faveur de la guerre sainte déclenchée par Ousman Dan Fodio à partir de Yola, renforcée sous la colonisation allemande et française. Cette régionalisation s'est accompagnée sur le plan culturel par son islamisation, plus précisément par sa « *foulbéisation* » et sur le plan politique par l'hégémonie de l'aristocratie peul qui détient avec d'autres groupes ethniques musulmans (Kotoko, Mandara, Bornouan, Haoussa et Kirdi islamisés), l'essentiel

des postes affectés dans cette région dans le cadre de la politique d'équilibre régional (Dongmo, 1997: 273; Mbembe, 1993: 352). Seuls en étaient exclus les Arabes choa<sup>9</sup>.

<<Le Mémoire des Kirdi de 1991>> (voir Mouiche, 1997: 198-199) est formel là-dessus:

« La tyrannie d'Ahidjo sur le plan régional

### **1 - LE COMMANDEMENT**

Le tout-puissant gouverneur de la très grande province du Nord, 99,93% des préfets, sous-préfets et chefs de districts sont musulmans et règnent en patriarches sur une population à très forte majorité Kirdi.

Leurs sinistres missions

- A - Promouvoir la propagation et la diffusion de l'islam sur l'ensemble du grand Nord (...)
- B - Etouffer dans l'oeuf toute velléité visant à promouvoir les valeurs culturelles traditionnelles (...)
- C - Protéger et étendre les intérêts économiques des musulmans dans tout le Nord (...)
- D - Exploiter au maximum la vigueur des population kirdi tout en développant le moins possible leurs régions (...)
- E - Retarder au maximum la scolarisation des population Kirdi.
- F - Une politique sanitaire inadaptée aux réalités démographiques.
- G - Canaliser la police (...)

## **IV - La même tyrannie sur le plan national**

Ahidjo a voulu présenter le Nord-Cameroun totalement intégré jusqu'à à en faire croire à une race».

Cette politique de ségrégation et d'exclusion visait surtout à susciter l'apathie politique de la forte population Kirdi et Arabe. En effet, dans les années 50, les Arabes avaient largement soutenu l'adversaire politique d'Ahidjo, André-Marie Mbida, un homme du Sud. De même l'importance politique de la forte population Kirdi inquiétait le régime Ahidjo et la colonie musulmane car, l'on admet de façon générale que si les Kirdi exerçaient le droit de vote dont ils jouissaient, la domination peul dans les fonctions électives risquait d'être sérieusement inquiétée. La possibilité leur fut offerte en 1959 lors du plébiscite du Nord-Cameroun britannique dont les résultats (rejet de l'association avec le Nigeria du Nord après l'indépendance en octobre 1960) ne pouvaient être expliqués que par le vote des électeurs Kirdi qui avaient exercé leur droit. Apparemment, un nombre suffisant de Kirdi avaient voté contre l'association (pensant peut-être qu'une association continue avec le Nigeria du Nord devait entraîner une prolongation de la domination peul) pour rejeter l'incorporation proposée. Il est significatif d'observer que

c'est lors du plébiscite de 1959, au Nord-Cameroun britannique que les Kirdi avaient voté pour la première fois en nombre aussi élevé. Entre les plébiscites de 1959 et de 1961, le gouvernement du Nigeria avait mené une campagne politique d'envergure, leur lourde artillerie visant particulièrement les Kirdi, cette stratégie avait porté des fruits et lors du plébiscite de 1961, ce furent toujours les Kirdi qui avaient fait pencher la balance électorale en faveur de l'intégration avec le Nigeria. Ce potentiel politique des Kirdi faisait donc de leur éveil, un sujet de préoccupations pour le régime Ahidjo (Le Vine, 1970: 124, t1).

Néanmoins, les choses vont changer rapidement à partir de 1982 quand M. Ahidjo va céder le pouvoir à M. BIYA, un catholique du Sud. En effet, la crise qui va suivre cette succession va amener M. Biya à s'activer à démanteler l'hégémonie musulmane, prenant prétexte de la surface démographique des Kirdi pour les propulser au devant de la scène nationale. Donc, au projet hégémonique d'Ahidjo, Biya va opposer un « *contre-projet Kirdi* » suivant une expression de Kees Schilder (1997). Ainsi, dès 1983, le Premier Ministre Bouba Bello Maïgari, un Peul, est limogé et remplacé par un Kirdi, le Toupouri Ayang Luc, suite à la découverte au mois de Juin d'un complot ourdi contre M. Biya et visant à assassiner ce dernier. En outre le Nord sera divisé en trois provinces (Adamaoua, Nord et Extrême-Nord), ce qui va offrir aux Kirdi un pôle d'expression de leurs exigences, l'Extrême-Nord où ils sont localisés en majorité. Dès ce moment, l'ancien axe politique Nord-Sud, fruit de l'alliance des aristocraties du Nord et des élites du Sud qui avait permis à Ahidjo de s'imposer sur l'échiquier national pour gouverner pendant un quart de siècle, se déplaçait vers l'Extrême-Nord (donc amputé de l'Adamaoua et du Nord administratif) (Mouiche, 1997: 208).

Le coup d'Etat avorté du 6 Avril 1984 conduit essentiellement par les éléments de l'ancienne garde d'Ahidjo, la « *Garde républicaine* » formée en majorité d'éléments Kirdi (et on avance que c'est l'une des causes de l'échec de cette mutinerie) encadrés par les officiers musulmans à commencer par son chef, le colonel Saleh Ibrahim (exécuté pour la circonstance) amènera définitivement le Président Biya à sceller un pacte avec la majorité Kirdi, brisant de ce fait l'ancien « *bloc de pouvoir régional* » qui reposait essentiellement sur l'hégémonie musulmane, exceptée des Arabes choa (Mouiche, 1997: 208).

En définitive, au Cameroun, comme dans la plupart des pays d'Afrique noire, une saine gestion de l'ethnicité n'a pas eu lieu faute d'avoir pris en compte les véritables intérêts des communautés locales, en privilégiant les solidarités et les complémentarités. Bien au contraire, les antagonismes ont été instrumentalisés par des intermédiaires se définissant comme des élites, dans leur ambition pour se positionner dans les hautes sphères de l'Etat. La démission d'Ahidjo en 1982 et l'avènement de Paul Biya ont déterminé des mutations profondes au niveau de la superstructure, dont l'impact sur les différentes composantes de la société camerounaise, jusqu'au niveau local est évident; une donnée nouvelle au niveau de

l'articulation et des rapports entre le centre et la périphérie fut le démembrement de l'immense province du Nord, qui fut scindée en trois nouvelles provinces. Le tout-puissant gouverneur Ousman Mey fut écarté du cercle dirigeant. Dans cette nouvelle configuration, le Nord va être soumis à un retournement dans la gestion de l'ethnicité, notamment à partir de 1990 avec le retour au multipartisme. Les élites des différentes communautés, par rapport aux nouveaux enjeux politiques vont tenter de trouver une nouvelle rationalité, de définir des objectifs et d'apprécier l'ensemble des ressources leur permettant de bénéficier avantagement de la rente politique et de se positionner stratégiquement au niveau local et national. Le régime Biya, en dépit d'une rhétorique prônant l'unité, la justice et la paix, sera enclin, dans une stratégie de dislocation de l'ancien «*bloc de pouvoir*» et de consolidation de ses bases, à instrumentaliser les antagonismes historiques entre les Peul et les Kirdi, les Arabes et les Kotoko, etc. ... (voir Bah et Issa, 1997: 282-283).

## II - ETHNICITE, IDENTIFICATIONS PARTISANES ET VARIABLES PREDICTIVES DU COMPORTEMENT ELECTORAL DU NORD-CAMEROUN

Il existe trois approches du comportement électoral. D'abord, l'approche sociologique; celle-ci considère les résultats des élections comme une expression des attitudes des groupes d'appartenance des individus. La tendance la plus représentative de cette approche est l'école marxiste où la décision électorale s'analyse en termes de classe sociale à laquelle appartient l'électeur. Ensuite, l'approche psycho-sociologique qui lie les comportements politiques aux processus de socialisation. Elle est une émanation du groupe de recherche de l'Université du Michigan qui, en 1960, va mettre au point le célèbre «*paradigme du Michigan*» qui inspirera de longues années durant, la plupart des recherches électorales sous le concept d'«*identifications partisans*». Ici, le milieu familial y apparaît en effet comme le lieu de transmission privilégié des attitudes politiques, cette socialisation précoce contribuant par là même à cristalliser les identités et à maintenir l'équilibre général du système (Von Beyne, 1985: 293; Baudouin, 1991: 64). C'est ce que Paul Lazarsfeld, Bernard Berelson et Hazel Gaudet (1978: 201) qualifient d'«*homogénéité politique des groupes sociaux*», le vote étant essentiellement une expérience de groupe.

De ces deux écoles, l'on peut dégager les variables suivantes prédictives du comportement électoral:

- les variables démographiques: l'âge, le sexe, la génération. Existe-t-il un vote spécifique des «*jeunes*» ou des «*femmes*»?
- les variables socio-économiques: l'appartenance sociale, la mobilité sociale, la conjoncture économique, etc. ...
- les variables socio-culturelles: les systèmes des croyances notamment

religieuses et ethniques, réagissent-ils sur le vote?

Cependant, la tentation reste forte de distinguer entre variables « *lourdes* » et variables « *conjoncturelles* », autrement dit d'isoler celles qui éclairent les régularités électorales à l'instar de la religion, de l'ethnie. Néanmoins, si l'approche sociologique peut expliquer les tendances à long terme du comportement électoral, elle demeure inapte à rendre compte de la volatilité du comportement électoral, des perturbations à court terme des tendances électorales. De même, le concept d'« *identifications partisans* » de l'approche psycho-sociologique n'est autre chose qu'une construction théorique d'ailleurs adaptée au contexte américain où l'appartenance à un parti n'est pas formalisée et peut se ramener à une simple manifestation de sympathie vis-à-vis dudit parti. En plus, elle ne rend toujours pas compte de nouveaux éléments du processus électoral tels que les abstentions, les écarts des voix entre les partis, la création et l'avènement de nouveaux partis, etc. ... Pour toutes ces raisons, de nombreux chercheurs préfèrent le concept d'« *orientations émotives partisans* » (emotive party orientation) (Von Beyne, 1985: 293-297).

En résumé, ces deux écoles ne rendent compte que de la proximité entre un groupe social et un parti, des intentions de vote au niveau du groupe sans égard à la situation de l'individu en tant que citoyen éclairé, en tant que, acteur rationnel. Ces lacunes sont comblées par la troisième approche qui est celle du choix rationnel, encore qualifiée de « *méthode déductive* » (voir Iain Mclain, 1982: 68-69).

Cette approche s'inspire des travaux de Joseph Schumpeter (1954) et plus précisément de ceux d'Anthony Downs (1957). Ici, le champ politique devient l'équivalent d'un « *marché* » où les partis politiques sont assimilés à des « *entrepreneurs* », échangeant des « *produits* » spécifiques (programmes plus ou moins abstraits, promesses plus ou moins respectées) contre des « *espèces* », d'un genre particulier (suffrages électoraux, adhésions partisans, dons), en vue de conquérir et si possible d'accumuler des « *capitaux politiques* » (mandats électifs, postes de responsabilité politique, emplois publics, etc. ...).

C'est pour cette raison qu'un certain nombre de variables dues principalement aux choix individuels des électeurs qu'une interprétation socialisante considèrerait comme résiduelles ou conjoncturelles doivent être prises en compte pour mieux rendre compte des tendances électorales, des identifications partisans et de la volatilité du comportement électoral. C'est le cas du facteur historique dans la mesure où la survenance d'éléments historiques particulièrement intenses peut constituer un élément de parasitages des données sociologiques. C'est le cas également du facteur politique. Par exemple, le régime politique particulièrement le régime des partis et les modes de scrutin en ce sens qu'il existe une forte probabilité pour que les votes expriment de réelles préférences personnelles dans un système multipartisan régi par un scrutin majoritaire à deux tours; a fortiori par

un scrutin proportionnel<sup>10</sup>. Par contre, dans un système partisan où alternent régulièrement au pouvoir deux grands partis, les alternatives électorales sont réduites.

De même, l'intensité de la conjoncture politique constitue un second facteur de structuration de préférences électorales. A cet égard, trois sortes d'effets méritent d'être soulignés:

- l'effet-enjeu: les analystes sont plus attentifs aux effets exercés par le surgissement d'enjeux décisifs susceptibles de modifier la distribution modale des votes.
- l'effet-leader: l'analyse électorale est également attentive au rôle perturbateur joué par les leaders de type charismatique dont la personne et l'action peuvent modifier les habitudes de vote.

l'effet-média qui tend à doubler les deux autres. Par exemple quand à la radio ou à la télévision, on privilège les personnes, les candidats que les programmes.

En définitive, il existe une certaine hiérarchie des bases de clivages dans chaque système politique et ces ordres de priorité politique non seulement varient selon les régions, mais tendent encore à subir des changements au cours du temps. De telles différences, de tels changements dans le poids politique des clivages socio-culturels posent des problèmes fondamentaux pour la recherche comparative ainsi que le démontrent si bien Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan (1970: 201); à quel moment la région, le langage ou le fait ethnique ont-ils plus de chances de provoquer la polarisation? A quel moment la classe aura-t-elle la primauté et à quel moment les engagements confessionnels et les identités religieuses constitueront-ils également d'importantes bases de clivages? Quels ensembles de circonstances ont le plus de chances de favoriser des compromis entre de telles oppositions au sein des partis et dans quels cas sont-ils les plus susceptibles de créer des problèmes entre les partis? Quels types d'alliance ont tendance à accroître la tension qui s'exerce sur le système politique et quels sont ceux qui s'exerce sur le système politique et quels sont ceux qui permettent de l'intégrer?

Avant de répondre à tout ce questionnement sur le cas particulier de la vie politique du Nord-Cameroun, il est important de présenter les tendances électorales de cette région. Et pour cette analyse, nous emprunterons mutatis mutandis au «paradigme du Michigan», le concept d'«*identifications partisans*».

### ***A - Les identifications partisans du Nord-Cameroun***

Des quatre élections compétitives et discutées qui ont en cours au Cameroun depuis 1992, la présidentielle du 12 octobre 1997 ayant été boycottée par les ténors de l'opposition (le SDF, l'UNDP et l'UDC)<sup>11</sup>, seuls trois partis (L'UNDP, le RDPC et le MDR) contrôlent effectivement les suffrages des populations du Nord-Cameroun. Néanmoins, la vie politique de cette région se réduit essentiellement à un duel entre le RDPC du Président Biya et l'UNDP du Peul Bouba Bello Maïgari,



l'audience du MDR étant localisée dans les zones toupouri de l'Extrême-Nord, l'ethnie de son Coordonnateur national, Dakolé Daïssala (voir Mouiche, 1997: 211: 216). Seulement chaque consultation électorale voit l'électorat de l'UNDP et du MDR se «volatiser» au profit du RDPC qui est en passe de devenir le parti dominant dans cette région considérée comme fief de l'UNDP.

## **1 -La consécration de l' UNDP aux législatives et a la présidentielle de 1992**

Au législatives de 1992, l'UNDP était sortie sans conteste vainqueur des urnes dans les trois provinces septentrionales du Cameroun en remportant tous les neuf sièges de l'Adamaoua, les douze du Nord et une percée à l'Extrême-Nord avec douze députés sur les trente en compétition. Pendant ce temps le RDPC et le MDR se contentaient de douze et six sièges respectivement gagnés à l'Extrême-Nord comme l'illustrent ces tableaux synoptiques (voir Mouiche, 1997: 211 - 212)

a) La province de l'Adamaoua

b - La province du Nord

c - La province de l'Extrême-Nord

## **2 - Les municipales du 21 Janvier 1996 et l'enlisement de l'UNDP**

Avec ce scrutin s'amorce la chute de l'UNDP. D'abord, dans l'Adamoua, le parti de Bello n'a pu remporter que douze communes contre quatre pour le RDPC<sup>12</sup>, contraint au partage de voix avec le RDPC suite à la majorité relative obtenue dans la commune rurale de Mbé, département de la Vina (voir Cameroon Tribune n° 6026 - n° 2315 du lundi 29 janvier 1996).

Ensuite, dans la province du Nord, sur dix-neuf communes, l'UNDP n'est sortie victorieuse que dans huit d'entre elles contre onze pour le RDPC; d'ailleurs l'UNDP n'a obtenu la majorité absolue que dans cinq de ces communes et réduite au partage avec le RDPC en concédant la majorité relative à Poli, Guider et Lagdo<sup>13</sup> (Cameroon Tribune n° 6029 - n° 2318 du jeudi 1er février 1996).

Enfin, l'Extrême-Nord consacre les raz-de-marrée du RDPC qui sort victorieux dans trente communes contre sept et huit respectivement pour l'UNDP et le MDR.

Alors que le RDPC gagne les communes dans tous les départements de la province, l'UNDP n'a connu de bonheur que dans le département du Diamaré, plus précisément dans la commune urbaine de Maroua avec une majorité absolue de 60,38%, la commune rurale de Maroua avec une majorité relative de 44,59% (et donc au partage de voix avec le RDPC qui obtient un score honorable de 41,08%), la commune rurale de Bogo avec 51,35%, Dargala avec une majorité relative de 38,14% contre 32,62% pour le RDPC et Gazawa avec 51,29%; le département du Mayo Danaï, soit une majorité relative de 40% contre 27 pour le RDPC et 26 pour le MDR dans la commune rurale de Maga et enfin le département du Logone et

Chari où ce parti a eu 53,44% à Blangoua.

Par contre, les huit communes du MDR ont été remportées dans les départements du Mayo Kani et du Mayo Danaï, donc la commune rurale de Guidiguiss (47,47% contre 25 pour l'UNDP), la commune rurale de Moulvoudaye (48,62% contre 25% pour l'UNDP), Touloum (74,77%) et Dziguilao (76,90%) dans le Mayo Kani; et Kalfou (61,35%), Datchaka (58,83%) et la commune rurale de Chatibali (61,35%) et Kar-Hay dans le Mayo Danaï.

3 - Les législatives du 17 Mai 1997<sup>14</sup> et la percée spectaculaire du RDPC au Nord-Cameroun

Ces élections consacrent une déculottée sévère de l'UNDP et du MDR en ce sens que ces deux partis qui recrutent pour l'essentiel dans le Septentrion n'ont pu obtenir que douze et un siège respectivement, tous les autres sièges revenant au RDPC. Ainsi, l'UNDP n'a eu que six sièges dans l'Adamaoua, contre quatre pour le RDPC, trois sièges contre neuf pour le RDPC dans le Nord et trois sièges contre vingt quatre RDPC et un MDR dans l'Extrême-Nord.

a) La province de l'Adamaoua

b) La Province du Nord

c) La Province de l'Extrême-Nord

Donc, par rapport aux législatives de 1992, l'UNDP a perdu quatre sièges dans l'Adamaoua, neuf dans le Nord et neuf dans l'Extrême-Nord tandis que le MDR, réduit à un seul élu qui se trouve être son Coordonnateur national, Dakolé Daïssala, perd cinq sièges dans les départements du Mayo Danaï et du Mayo Kani. Cette perturbation à court terme des tendances électorales du Nord-Cameroun nous interpelle à la recherche des facteurs qui influencent la vie politique de cette région en rapport avec l'ethnicité.

## **B - Ethnicité et variables prédictives du comportement électoral du Nord-cameroun**

Les partis sont des médiations de légitimation démocratique des gouvernants. Leur emprise sur les périphéries fractionnées est consacrée par la notion du fief électoral et elle rivalise avec les prétentions hégémoniques de l'Etat dans la mesure où leur institutionnalisation dans la vie politique font d'eux des vecteurs de socialisation de leurs militants et des électeurs en général. Pour cette raison, l'accès à la périphérie peut être davantage aisé dès lors que les gouvernants appartiennent au parti le mieux impliqué localement et il est rare qu'un parti soit entièrement dans la dépendance d'un seul groupe, qui, à lui seul, tiendrait toutes les clés de la puissance électorale et politique de ce parti. Ce dernier a généralement d'autres clientèles stables et il s'appuie aussi sur des électorats plus ou moins stables pour lesquels l'identification au parti l'emporte sur l'identification au groupe social

(Lavau, 1973: 183). De ce fait, la réduction des partis politiques au statut d'expression des ethnies, des témoins des conflits ethniques ne peut pas permettre de comprendre les relations dialectiques entre un groupe ethnique et un parti politique; ces relations étant à l'image des notions de partis et d'ethnies et de l'absence de correspondance entre le nombre de partis et celui des ethnies complexes. Donc les clivages ethniques n'existent pas par eux-mêmes, ils sont dans une large mesure construits par les partis politiques (Sindjoun, 1994: 413).

S'agissant de notre étude, les facteurs qui servent des variables prédictives du comportement électoral sont à la fois culturels, socio-économiques, historiques et politiques. Les facteurs culturels tiennent aux clivages ethniques et religieux au Nord-Cameroun, notamment entre les musulmans et les Kirdi, et entre les Kotoko et les Arabes Choa dans le Logone et Chari. Les facteurs socio-économiques renvoient à la crise économique rampante qui traverse le Cameroun et à la crise de la succession présidentielle de 1982 qui ont pu disqualifier le régime du Président Biya aux yeux des populations du Nord-Cameroun. Les facteurs historiques ont trait à la réhabilitation des antagonismes historiques entre les différentes composantes sociologiques du Nord-Cameroun suite à la manipulation de l'ethnicité par des élites en quête de positionnement. Les facteurs politiques tiennent à la nature clientéliste et autoritaire du régime politique camerounais, qui a contribué à la perturbation des tendances électorales du Nord-Cameroun.

### 1 - La relativité du facteur ethnico-religieux

Le Nord-Cameroun est parcouru de clivages sociaux dont il est simpliste de réduire à une contradiction entre une minorité dominante peul et une majorité kirdi dominée. Certes, ces distinctions existent et elles jouent un rôle indéniable dans la constitution des identités culturelles et politiques. Mais dans les faits, ces identités sont multiples tout comme les loyautés qu'elles appellent et les formes de l'inégalité dont elles s'accommodent. Il est vrai qu'aucun Peul ne se dirait non-musulman, mais l'adhésion de certains d'entre eux (les pasteurs bororo par exemple) à la foi du prophète reste superficielle. Quant aux Kirdi, ils représentent une mosaïque humaine socialement hétérogène dont l'insertion au système d'inégalités varie d'un groupe à l'autre. L'équation du Nord se laisse plutôt ramener à l'hégémonie d'un «*bloc au pouvoir*», ethniquement hétéroclite puisque l'on y retrouve les grands notables peul, les commerçants haoussa, les Kotoko, les Mandara, les Kanouri et les «*élites*» converties kirdi (Bayart, 1989: 17).

Par ailleurs, même s'il est mû par les intérêts communs, le «*bloc*» musulman est loin de présenter l'homogénéité qu'on lui prête: la compétition entre les lamidats, les milieux d'affaires de Ngaoundéré, de Garoua et de Maroua précède la colonisation. Rey-Bouba a toujours marqué son autonomie contestant de fait la prééminence des grands centres urbains. De même, dans le Logone et Chari, l'héritage des appartenances aux anciens empires et aux vieilles principautés du

Baguirmi et des pourtours du lac Tchad pèse encore d'un poids important et nourrit non seulement l'imaginaire politique, mais aussi les antagonismes entre Kotoko (alliés des Peul) et Arabes choa, musulmans mais ayant été marginalisés (Mbembe, 1993: 351).

En outre, la succession présidentielle et le retour au multipartisme en 1990 ont contribué à laminer dans une certaine mesure l'hégémonie musulmane dans la région à travers l'émancipation des personnalités kirdi, tandis que la dissociation entre ethnie peul et islam est de plus en plus revendiquée par les groupes ethniques musulmans naguère soumis à l'instar des Mandara, des Kanouri, des Haoussa, etc. ... Et même si l'on peut considérer que le fait d'adhérer à l'islam crée entre les islamisés une communauté de pensées, d'attitudes, de «civilisations» et relègue au second plan les particularismes ethniques, le seul fait de s'opposer à l'islam et de résister à toute forme d'assimilation ne suffit pas à créer la même uniformité entre les groupes kirdi, qui, souvent s'ignorent parfois s'opposent (comme les Moundang et les Toupouri dans le Mayo Kani, les Toupouri et les Massa dans le Mayo Danaï) et dans tous les cas s'efforcent de préserver leur originalités (voir Pontié, 1973: 7).

Par ailleurs, grâce au système des lamidats et aux divers mécanismes de contrôle et d'assujettissement hérités du XIXe siècle et renforcés sous la colonisation allemande et française, puis sous le régime du Président Ahidjo, le pouvoir peul dispose de solides relais au sein des populations kirdi. Il y maintient son emprise à travers un tissu des relations clientélares (dîmes, impôts divers, formes diverses de servage, contrôle des terres et des pâturages, de l'élevage, de l'artisanat, quasi-monopole des réseaux de la contrebande avec le Nigeria et le Tchad et du commerce des tissus, voitures, radio-cassettes et des produits industriels revendus sur le marché local). Dans la plupart des cas, ces relations clientélares et la structure de domination dont elles sont l'expression sont plus décisives que le sentiment d'appartenance ethnique. Les réseaux d'obligations et de réprocité dans lesquels ces relations enserrent les paysans Kirdi pèsent au niveau local, d'un poids particulier sur la définition des appartenances politiques et sur le comportement électoral (Mbembe, 1993: 353-354).

Par exemple, lors des législatives du 1er mars 1992, le MDR de M. Dakolé Daïssala présenté comme le parti des Kirdi de l'Extrême-Nord, n'a pas pu monopoliser tous les sièges mis en compétition dans les circonscriptions électorales du Mayo-Tsanaga, de Kaélé et du Mayo Danaï où il avait présenté les candidats. Sur seize sièges, il n'avait obtenu que six contre cinq pour l'UNDP de Bello Bouba Maïgari présenté comme un parti «peul» ou «musulman» et cinq sièges pour le RDPC de Paul Biya présenté comme un parti «sudiste». Dans la circonscription électorale de Kaélé réputée être le fief électoral du MDR, ce parti n'avait obtenu qu'une majorité relative de 27410 suffrages contre 21645 pour l'UNDP. Le MDR non seulement n'avait pas eu d'élus dans le Mayo Tsanaga mais davantage n'avait eu de majorité absolue nulle part (voir Sindjoun, 1994: 410-413). De même, Kees

Schilder (1997: 186) a pu observer que l'électorat moundang pendant la présidentielle de 1992 était plus favorable à Bello Bouba Maïgari qu'à Paul Biya, malgré le soutien à lui apporté par le MDR dans le Mayo Kani comme le démontre si bien ce tableau.

Mais si les recrutements politiques du RDPC et de l'UNDP permettent de relativiser les clivages ethnico-religieux ainsi que l'attestent les scores et pourcentages enregistrés par ces partis dans différentes consultations que nous avons étudiées plus haut, force est d'admettre que celui du MDR suit les liens de clientages ethniques. Nous avons qualifié ce parti de «*parti tribunitien toupouri*» dans la mesure où il recrute principalement ses adeptes dans les zones toupouri du Mayo Kani et du Mayo Danaï. Tel a été le cas des législatives de 1992 et de la présidentielle de la même année quand ce parti a accordé son soutien au candidat Paul Biya (voir Mouiche, 1997: 215-216).

Même aux municipales de 1996, le MDR n'a gagné des communes que dans les zones à population majoritairement toupouri (Guidiguis, Moulvoudaye, Touloum, Dziguilao, Kalfou, Datchaka, Chatibali, Kar-Hay). Néanmoins le RDPC est soutenu par les Kirdi et Arabes choa en majorité au contraire de l'UNDP dont l'électorat est à dominante peul-musulmane. C'est ce qui explique par exemple les succès du RDPC dans le Logone et Chari où la population Arabe Choa est majoritaire, les Kotoko étant en principe inféodés dans l'UNDP; c'est le cas également du Mayo Sava et du Mayo Tsanaga, milieux kirdi par excellence (Mafa, Mofou, Podoko, Vamé, Zouglo, Guemzok, Mbokou, Mbrémé, Mouyeng, Ouldémé, Mada, Moky, etc. ...)

Les succès de l'UNDP dans le Mayo Oulo, département du Mayo Louti, s'expliquent également par des raisons ethniques, dans la mesure où l'on a affaire ici à une zone à dominante peul. On peut multiplier d'autres exemples avec les régions telles que: Gazawa, Bogo, etc. ...

Mais, si les réseaux ethniques et religieux interviennent ainsi dans les recrutements politiques au Nord-Cameroun c'est qu'à la base, d'autres facteurs travaillent la région pour transcender et parasiter ces facteurs culturels.

2 - Crise de la succession présidentielle de 1982, crise économique et disqualification du régime Biya au Nord-Cameroun Comme l'affirme Philippe Gaillard (1994: 16):

«L'histoire finit mal. Après une démission en toute magnificence signée Ahidjo dans sa soudaineté et sobriété, préparée de longue main dans ses détails - contrairement à ce que l'on crut alors - le jeune retraité fut traumatisé par le cours que prirent les affaires publiques. Convaincu d'être investi à titre personnel de la légitimité, il se dressa contre la légalité. Afin d'enrayer une poussée de tribalisme d'Etat, l'apologiste de l'unité nationale commit l'erreur cardinale de s'appuyer sur sa propre ethnie. Il sous-estima

la force des structures politiques qu'il connaissait mieux que personne pour les avoir créées, il se brisa contre elles, moralement et physiquement. Il se compromit ou se laissa compromettre - on ne peut pas encore déterminer avec une parfaite certitude la mesure de son engagement dans des complots qui finirent en tragédie».

Ainsi, dès le 18 Juin 1983, un remaniement ministériel inopiné par lequel M. Biya congédiait quatre «barons» du régime: MM. Sadou Daoudou, Ayissi Mvodo, Guillaume Bwele et Samuel Eboua, faisait apparaître au grand jour la rupture entre l'ancien Président de la République et son successeur. Le fil des événements dès lors s'accéléra. Le 22 Août, M. Biya annonçait solennellement au pays la découverte d'un complot. Le même jour, il débarque du gouvernement le Premier Ministre Bouba Bello Maïgari et le ministre de la défense Maïkano Abdoulaye (deux Peul). Ils sont remplacés par Ayang Luc (un Kirdi toupouri du Mayo Danäi) et Gilbert Andze Tsoungui respectivement (voir Bayart, 1986: 7; Ndi Mbarga, 1993: 33 et SS).

Quels sont les auteurs de ce complot? Quels sont leurs mobiles? Les soupçons portent bien évidemment sur les Nordistes et surtout sur Ahidjo; encore que quelques mois plus tard, ce dernier installé en France à l'époque, avait engagé une virulente polémique sur les ondes de RFI où abordant la question des individus arrêtés au Cameroun et accusés de conspiration, il révéla qu'il s'agissait de son intendant le commandant Ibrahim Oumarou et de son aide de camp, le capitaine Salatou Adamou tous des musulmans du Nord.

A dire vrai, il n'y avait aucun mystère quant à l'issue du procès d'Ahidjo. Dès lors que Salatou et Ibrahim ont reconnu les faits qui leur étaient reprochés<sup>15</sup> et qu'ils avaient plaidé coupables, la suite allait de soi, l'affaire étant jugée par un tribunal militaire. La décision prononcée le 28 février 1984 est conforme à la tradition martiale: les trois accusés sont condamnés à mort, peines commuées le 13 mars en détention à perpétuité. Entre temps, M. Ahidjo avait démissionné de la présidence de l'UNC (Union Nationale Camerounaise), parti unique à l'époque afin d'éviter l'humiliation d'un limogeage.

Le procès de février était-il le début du calvaire des Nordistes et des musulmans aux mains des Beti, l'ethnie du Président Biya? Beaucoup dans le Nord-Cameroun et dans les milieux nordistes au Sud avaient crédité cette thèse, envenimée d'ailleurs par les mouvements de personnels dans les Forces armées, notamment dans la Garde républicaine<sup>16</sup>, interprétées comme une chasse aux sorcières. En conséquence, cette mesure se heurta à une opposition farouche des Nordistes et, dans la nuit du 5 et 6 avril 1984, la Garde républicaine allait se mutiner, en tentant sans succès de s'emparer du pouvoir à Yaoundé. Cette tentative de putsch va coûter la vie à plusieurs personnes. En effet, le bilan officiel de 70 morts, 52 blessés et 265 gendarmes disparus était irréaliste. Les combats de rue, les balles perdues, les

meurtres crapuleux, les exécutions extrajudiciaires expliquent le nombre élevé de victimes civiles et militaires. Les procès se déroulent entre avril et août et le bilan est lourd à en croire la bouche du Président Biya: *«1205 personnes ont été interpellées, 491 ont été poursuivies en justice. Il y a eu 28 relaxées, 205 condamnations à temps, 51 condamnations à mort, une action éteinte par décès»* (Ndi Mbarga, 1993: 50).

Comme la Garde Républicaine était formée essentiellement d'éléments nordistes, les Kirdi (Toupouri, Moundang, Fali, etc) encadrés par des officiers musulmans, la liste des personnes inquiétées au lendemain du soulèvement n'était que trop suggestive, par la proportion d'originaires des départements du Nord qu'elle comprenait. En outre, un grand nombre de responsables politiques et de chefs des grandes sociétés, ressortissants du Nord soupçonnés dans cette tentative de putsch connaîtront les mêmes déboires. Il en est ainsi de M.M Issa Adoum, Directeur général du FONADER (Fonds national de développement rural) à l'époque. Il était apparu comme l'un des cerveaux de l'insurrection dans la mesure où il se murmurait que c'est lui que la garde républicaine se préparait à installer sur le fauteuil du Président de la République. Arrêté, il sera rapidement jugé, condamné à mort et passé aux armes; Ahmadou Bello, Président directeur général de la Cameroon Airlines à l'époque sera lui aussi arrêté; Bobbo Hamatoukour, Directeur général de l'Office national de commercialisation des produits de base sera arrêté; Dakolé Daïssala (actuel leader du MDR), Directeur général de la Société des transports urbains (SOTUC) se retrouvera également en prison, etc. ...

De même, la deuxième moitié des années 70 avait abrité la montée en puissances des milieux d'affaires musulmans assez peu regardants quant aux moyens de leur enrichissement et marqués régionalement autant que religieusement, par l'opinion en tant qu'Aladji ou Haoussa. Le brusque départ de M. Ahidjo précipitait ceux-ci dans le désarroi en même temps qu'il sonnait le glas de la régionalisation du Nord-Cameroun qui cessait de ce fait d'être une région à part, une région privilégiée pour devenir désormais une région comme les autres, une région ordinaire ne pouvant plus bénéficier de dotations spéciales en équipements et en infrastructures, ce d'autant plus que la crise économique frappait la porte. Car en effet, pendant que le pays était secoué par les drames de la succession, les indicateurs viraient au rouge, sécheresse et épizooties se combinant pour faire baisser la production agricole et pastorale et même faute d'énergie hydraulique, d'aluminium. Tout s'enchaîne, et la chute de la production industrielle atteint 6% au dernier trimestre de 1983, tandis que l'inflation flote les 20%. Des grèves se produisent dans les établissements publics. En 1984, une tentative de relance par la demande (relèvement des salaires, des allocations familiales et des prix agricoles à la production) pallie les conséquences de cette situation sur le pouvoir d'achat, mais son principal effet macro-économique est d'entretenir l'inflation. Certes, jusqu'en 1986, le Cameroun faisait encore bonne figure et les Camerounais attendaient un miracle avec une foi

intacte. Seulement, cette année-là, le voile devait se déchirer, la production du pétrole commençant à baisser au moment où le prix du baril s'effondrait, les cours des denrées suivant le même mouvement. En un an, le manque à gagner sur le pétrole, le café, le coton et le cacao s'élevait à près de 300 milliards de F CFA. La production industrielle chutait de 12% en valeur courante. Les Américains durent désinvestir. L'administration payait ses fournisseurs dans des délais qui commençaient à se compter en semestres, entraînant des faillites. On compte 2000 licenciements économiques. Les traitements des fonctionnaires sont payés en retard (Gaillard, 1989: 128-129).

Face aux causes naturelles ou conjoncturelles que sont l'épuisement des réserves du pétrole et la baisse des cours des produits d'exportations, le gouvernement est désarmé. Les maux endémiques que sont la fraude, le gaspillage, le pléthore des fonctionnaires, la faillite d'établissements publics et des sociétés d'économie mixte appellent des remèdes drastiques. Les avantages en nature sont supprimés ou diminués dans l'administration: logements et voitures de fonction, téléphone, électricité, des fonctionnaires sont mis à la retraite d'office. Et, difficilement appliquée, la rigueur va s'installer. Elle ressemble à s'y méprendre au tableau de l'ajustement structurel rendu classique par le FMI. Le Cameroun est depuis 1986, dans la situation typique qui amène les Etats africains les uns après les autres à se mettre sous la tutelle du FMI pour obtenir les moyens extérieurs d'une restauration financière, or, il refuse de recourir à ces fourches caudines. Mais dans un dernier retranchement, il y passera en 1988 (Gaillard, 1989: 129).

Or, si les politiques d'ajustements structurels ont dans certains cas permis d'établir les grands équilibres, elles se sont également traduites par l'appauvrissement de nombreuses catégories sociales. Ses conséquences sociales ont été particulièrement sévères en milieu urbain; d'abord, les rémunérations en ville qui en ont été très affectées dans la mesure où elles ont impliqué une baisse du taux de change réel; ensuite la liquidation des entreprises publiques déficitaires et la réduction des effectifs de la fonction publique qui ont entraîné des licenciements massifs. Cette réduction de la capacité d'absorption du secteur moderne a conduit à une augmentation du chômage et à une expansion des activités informelles. Ces politiques d'austérité ont eu des répercussions majeures sur la vie des démunis qui constituent souvent plus de la moitié des habitants des villes. En outre, la réduction des dépenses publiques, imposées par les mesures de stabilisation en vue de l'atténuation des déficits budgétaires, a conduit les Etats à diminuer la part des budgets nationaux consacrée aux services sociaux de base (santé, éducation). De même, le retrait des subventions et la privatisation de ces services, résultant de la transition brutale vers l'économie de marché ont partiellement exclu l'accès aux populations les moins bien placées pour se diriger vers des alternatives privées. Et cet affaiblissement de l'Etat a eu pour conséquence d'accroître sa délégitimation auprès des populations (Peemans et Laurent, 1996: 229).



Ainsi, les politiques qui visent à favoriser le marché au détriment de la capacité d'intervention de l'Etat en faveur des groupes qui le composent, aboutissent à la destruction des relations sociales centrées sur une participation socialement et économiquement bénéfique à une dynamique de modernisation, et à ses retombées, supposées positives, sur le statut et le bien-être des individus. Plus gravement encore, elles tendent à accélérer la dégradation des relations anciennes de solidarité déjà fortement érodées par la phase antérieure du processus chaotique de modernisation. Or, la destruction des liens sociaux constitue le mécanisme à travers lequel se renforce l'instabilité sociale et politique.

Il est donc évident que dans un tel contexte de crise sociale et économique, l'UNDP et le MDR ne pouvaient que trouver un contexte favorable à la délégitimation du régime Biya dans le Nord-Cameroun. Ainsi *«l'électeur du Nord pouvait tout choisir sauf le RDPC du Président Biya, surtout qu'il y avait un consensus sur le sort réservé aux putschistes nordistes du 6 avril 1984»*. C'est fort de cette crise de légitimité que le régime du Président Biya va verser dans l'instrumentalisation de l'ethnicité, en réhabilitant les antagonismes historiques entre Kirdi et Peul, entre Arabes choa et Kotoko voire entre les ethnies kirdi. Ceci va lui permettre de diviser l'électorat du Nord-Cameroun d'une part entre partisans d'une renaissance de l'hégémonie peul-musulmane regroupés derrière l'UNDP et de l'autre les Kirdi et Arabes choa, farouchement opposés à ce retour au statu quo ante et d'ailleurs émancipés jusqu'à un certain point sous son règne. En conséquence, en majorité, ceux-ci vont soutenir le RDPC au contraire des musulmans et des Kotoko.

### **3 - Succession présidentielle de 1982, intégration socio-politique des Kirdi et Arabes, politisation de l'ethnicité, revanche des sociétés arabes<sup>17</sup> et kirdi et popularité grandissante du RDPC au Nord-Cameroun**

Sous le régime du Président Biya, les musulmans (notamment les Peul et les Kotoko) ont perdu beaucoup de leur pouvoir non seulement à Yaoundé mais aussi et surtout dans le Nord du pays. L'arrogance musulmane, la répression culturelle et la discrimination ont nettement diminué à tel point que beaucoup de non musulmans et d'Arabes choa parlent aujourd'hui de *«libéralisation»*, pour désigner ces changements. Et depuis quelques années l'intérêt des fonctionnaires non-musulmans pour l'histoire et les traditions ancestrales de leurs ethnies va croissant. Cette renaissance culturelle parmi les populations se traduit au niveau de l'initiation *«traditionnelle»* de leurs enfants et des comités de développement cantonaux et villageois qui sont contrôlés et initiés par l'administration. Elle prend la forme d'explosion culturelle et de semaines culturelles (voir Schilder, 1993: 119).

En outre, les associations d'entr'aide des fonctionnaires non-musulmans dans les grandes villes du Cameroun sont responsables de la politisation de ce *«mouvement culturel»*. Beaucoup de ces *«groupes de ressortissants»* en 1991 ont débattu des changements politiques en cours, ce qui a eu comme résultat, la création à Yaoundé

de la DCK (Dynamique culturelle kirdi)<sup>18</sup>, une tentative de réunir les élites non-musulmanes du Nord-Cameroun. Les personnalités de la DCK liées au RDPC ont joué un rôle important dans la diffusion des sentiments anti-musulmans parmi la population non-islamisée du Nord, ce qui a contribué à renforcer la méfiance à l'égard de l'UNDP du Peul Bouba Bello Maïgari (Schilder, 1993: 119).

L'intégration du terme Kirdi dans le discours politique illustre ce processus. Contrairement à ce qui se passait encore il y a quelques années, beaucoup ont aujourd'hui ce mot à la bouche. Les élites non-musulmanes ont adopté et popularisé ce mot; ils en ont fait un terme politique qui reflète une protestation contre l'exclusivisme et la discrimination du côté des musulmans et une prise de conscience croissante que les non-musulmans peuvent représenter une force politique importante s'ils s'unissent. C'est ainsi que dans ce mouvement «*culturel*» dit de la «*kirditude*», les forces vives kirdi prennent conscience de leur caractère majoritaire et demandent à jouer à l'échelle nationale un rôle conforme à leur poids numérique, voire à être considérées dans les alliances politiques comme une alternative aux Foulbé (Dongmo, 1997: 275). Ce qui a d'ailleurs reçu l'assentiment du Président Biya puisque beaucoup de Kirdi aujourd'hui ont eu accès au pouvoir politique.<sup>19</sup>

Autre chose est la création d'unités administratives opérées par le régime du Président Biya dans le Nord-Cameroun. En effet, durant le règne du Président Ahidjo, le Nord qui représente 33,3% du territoire national était sous-administré avec une province et six départements (Bénoué, Vina, Margui Wandala, Logone et chari, Mayo Danaï et Diamaré) au contraire du Sud qui en avait respectivement six et trente quatre.

L'un des premiers actes de M. Biya a consisté dès 1983 à diviser le Nord en trois provinces dont l'Adamaoua, ancien département de la Vina avec quatre départements (Vina, Mayo Banyo, Mbéré et Faro- et -Déo); le Nord, ancien département de la Bénoué avec quatre départements (Bénoué, Faro, Mayo Rey et Mayo Louti) et l'Extrême-Nord avec six départements (Diamaré, Mayo Sava, Mayo Tsanaga, Mayo Kani, Mayo Danaï et Logone-et-Chari). Or, accumulation et enrichissement sont devenus les maîtres mots de l'ultime justification du processus de création de nouvelles unités administratives puisqu'elle signifie traditionnellement l'établissement d'une fonction publique locale, la distribution d'infrastructures, d'hôpitaux, d'écoles, de logements, etc. ... et atteindre de tels objectifs passe généralement par la recherche voire l'invention des fondements historiques et culturels susceptibles de conférer aux communautés concernées une identité face aux autres. L'appel à l'ethnicité constitue donc pour le pouvoir un moyen de susciter loyauté et mobilisation locales (voir C. Bach, 1991: 124).

Cette émergence de l'identité politique kirdi est un phénomène nouveau qui met un terme au mythe du «*bloc de pouvoir régional musulman*» en même temps qu'elle fait des Kirdi une force politique importante au niveau régional et national

(Schilder, 1997: 186).

Ainsi, José Marie Van Santen (1997: 253) a pu déceler les germes des vieilles rivalités Mafa-Peul dans la Mayo Tsanaga aux élections législatives de 1992, les Mafa votant le RDPC et les musulmans, l'UNDP. Ce qui a assuré auxdits partis une parité de trois élus chacun, dans cette circonscription électorale. Pour les Mafa, il fallait définitivement tourner le dos au passé et Bello Bouba étant de souche peul, symbolisait ce passé fait de mépris et d'oppression du segment mafa.

L'on peut multiplier d'autres exemples avec le militantisme ouvert de certains membres du MOINAM (Mouvement d'investissement et d'assistance mutuelle), association des Gbaya du Cameroun, qui a pour objectifs *«de favoriser l'entraide, la solidarité et l'épargne des membres, ressusciter, entretenir et promouvoir leurs cultures, sans distinction d'âge de sexe, de religion ou d'idéologie»*, mais qui s'est éloigné de ces objectifs pour embrasser la politique, donnant des consignes de vote, en faveur du RDPC en période électorale et cela depuis le congrès de Meiganga de 1996. C'est ce qui justifie la popularité du RDPC dans le Djerem et le Mbéré qui sont des départements d'origine des communautés gbaya.

Le Logone et Chari nous offre également un exemple éloquent qui mérite d'être étudié. C'est en Janvier 1992 que la ville de Kousséri, chef-lieu du Logone et Chari fut le théâtre des conflits sanglants entre les deux principales composantes de la région: les Arabes choa et les Kotoko. Les analystes ont avancé différentes causes à ce drame: volonté d'affranchissement des Arabes de ce qu'ils considèrent comme une tutelle pesante des Kotoko, percée de l'intégrisme, manipulation politique, lutte pour le leadership, etc... Ce qui est important, c'est que les revendications des Arabes vont trouver dans le multipartisme une opportunité pour s'exprimer. Leur poids démographique dans le Logone et Chari, plus de la moitié de la population du département va déterminer une alliance objective avec le régime Biya soucieux de trouver une légitimité à travers les suffrages. C'est ce qui explique la victoire du RDPC, parti au pouvoir aux élections législatives et présidentielle de 1992, aux municipales de 1996 et aux législatives de 1997. Il n'est pas étonnant que l'UNDP, parti d'opposition sensé incarné une certaine continuité avec le régime Ahidjo, trouve l'essentiel de son électorat chez les Kotoko. Il y a là théoriquement une dichotomie qui fait se chevaucher appartenance ethnique et obédience politique. De part et d'autre, des intermédiaires ethniques, sortes de *«seigneurs»* de leurs groupes servent de courroie de transmission pour répercuter des doléances au niveau central ou conforter les alliances établies (Bah et Issa, 1997: 280-283).

D'ailleurs, avec la dissociation entre ethnies peul et islam, d'autres communautés musulmanes ont pris leur distance vis-à-vis des Peul et partant soutiennent le RDPC sous la houlette de leurs leaders. C'est le cas des Haoussa dans le Mayo Banyo dans la mesure où leur alliance avec les Tikar ont permis au RDPC d'assurer sa victoire sur l'UNDP aux législatives de 1997 malgré les irrégularités qui ont

entaché les élections dans cette circonscription. C'est le cas également des Kanouri qui, dans le cadre de l'Association des Kanouri du Cameroun oeuvrent pour le RDPC en soutenant l'actuel ministre de la défense, cacique du régime Biya, M. Amadou Ali. L'on ne saurait également oublier de mentionner la peur qu'éprouve l'aristocratie peul, notamment celle de la province du Nord de perdre le contrôle de la région suite à l'émancipation des ethnies jadis dominées, qui amène celle-ci à soutenir le RDPC. Ce qui explique dans une certaine mesure le revirement électoral de la province du Nord depuis l'élection présidentielle de 1992, confirmé aux municipales de 1996, pour écrouler l'UNDP aux législatives de 1997 où ce parti est sorti diminuée avec trois députés contre neuf pour le RDPC.

Donc le problème est politique, celui du contrôle de l'espace régional et a imposé aux différentes communautés ethniques, des solutions politiques et au parti au pouvoir, des artifices politiques qui sont allés jusqu'à l'autoritarisme afin de rester au pouvoir au Cameroun.

#### 4 - Les facteurs politiques de perturbation des tendances électorales du Nord-Cameroun: le clientélisme et l'autoritarisme étatiques

«Quel est ce dieu qu'on appelle «suffrage universel»? demandait Pareto au début de ce siècle finissant. Et il répondait: «Il n'est pas plus définissable, pas moins mystérieux en dehors de la réalité que tant d'autres divinités et sa théologie ne manque plus qu'une autre de contradictions évidentes. Les fidèles du suffrage universel ne se laissent pas guider par leur dieu. Ce sont eux qui le mènent - et par le bout du nez, lui imposent les formes sous lesquelles il doit se manifester. Souvent, tout en proclamant le caractère sacré de la «loi de la majorité», ils s'y opposent par l'obstruction, même s'ils ne forment qu'une petite minorité et, tout en brûlant de l'encens aux pieds de la déesse Raison, ils ne dédaignent nullement en certains cas, le secours de la chicanerie, de la Fraude et de la corruption».

Quel que soit le nom qu'on lui donne, un gouvernement est toujours dirigé d'après le sociologue italien, par une élite quelconque, par une minorité qui règne soit par la ruse, soit par la force. Beaucoup d'intellectuels aujourd'hui seront d'accord avec ce jugement. Toute théorie selon laquelle la démocratie prend ses racines dans la réalité objective est rejetée comme on écarte une interprétation d'une naïveté désarmante, une chimère dont celui qui étudie le domaine de la politique doit chercher à se libérer (Hallowell, 1970: 11-12).

Face à ce dilemme, la recherche des variables qui servent à établir les facteurs de perturbation des tendances électorales du Nord-Cameroun s'avère une tâche difficile et cette difficulté tient au caractère autoritaire des régimes africains et ici camerounais, qui va jusqu'à la criminalisation de la politique, défiant ainsi les

théories explicatives du comportement électoral en vigueur dans les démocraties libérales. «*Sans doute affirme le professeur Pierre-François Gonidec (1978: 201), l'Afrique n'a pas le privilège de faire voter les morts, mais, dans un certain nombre de pays, les mouvements migratoires importants des populations ont pour conséquence de rendre rapidement caduques les listes électorales. En fait le principe de la permanence de la liste électorale, hérité des systèmes électoraux des pays développés, n'a plus dans ces conditions grande signification. Ce qui compte, c'est la révision de la liste électorale à laquelle on procède avant chaque élection, ce qui permet les manipulations de la part de l'autorité administrative.*»

Certes, il n'existe pratiquement aucune élection incontestée. Mais si la contestation des résultats est une arme politique dont les perdants usent et abusent, il faut bien reconnaître que les manoeuvres de toutes sortes sont fréquentes au Cameroun. Ainsi, d'autres facteurs expliquent la ténacité du RDPC sur l'échiquier politique du Cameroun comme le voit si bien Achille Mbembe (1993: 348 - 349). Il y a d'une part le contrôle administratif (pesant) que le gouvernement exerce sur les structures dites traditionnelles (chefferies, sultanats, lamidats); et d'autre part la clientélisation - accélération de leurs responsables, soit par le biais des libéralités qu'il est encore capable de redistribuer, soit par leur cooptation directe dans les instances dirigeantes du RDPC. La seule affiliation ethnique ne suffit donc pas à rendre compte de l'ampleur des appuis dont bénéficie encore l'actuel chef de l'Etat.

Dans les colonnes d'un opuscule inédit que viennent de rédiger les élites de la DCK: «*Le grand Nord face à lui-même*», M. Marcel Rodo (Anonyme, 1998) tire de cette manière les leçons de l'élection présidentielle de 1997:

«Le grand Nord que nous appelons vivement de tous nos voeux n'est contre personne, ni contre un groupe. Tout au contraire, nous gagnons tous, au plan individuel, ethnique que religieux, à cultiver la paix et l'unité nationale. Nous ne jouons pas à une récupération politique, mais nous disons que c'est une question de survie de l'être humain (...)

«Nous en appelons à la conscience de tous pour une responsabilisation permanente et généreuse. Toutes les conditions sont réunies aujourd'hui pour que, derrière son Excellence Paul Biya, nos doléances soient examinées favorablement. Il nous faut nous en féliciter. Nous avons plus que toutes les autres régions, contribué d'une manière décisive et sans condition à sa glorieuse victoire lors des dernières présidentielles, 1997. Nos ministres, nos hommes politiques, nos responsables des grandes sociétés et hauts fonctionnaires doivent leurs postes de responsabilité à notre engagement parce que le grand Nord est ancré définitivement et sans hypocrisie dans le RDPC. Leur sort dépend uniquement et directement de son Excellence Paul Biya et non de qui que ce soit (...).

Par ailleurs, le gouvernement exerce un contrôle total sur la définition des règles du jeu, sa capacité à les changer à sa guise, à les violer, à refuser de les respecter et l'absence totale de recours pour les opposants (loi électorale, découpage des

circonscriptions, monopole absolu sur les moyens de communication audiovisuelle et sur la presse écrite). Cette extraordinaire marge d'arbitraire s'applique également aux financements. Ni le gouvernement, ni le RDPC ne sont tenus par aucune règle de comptabilité. Un tel pouvoir de coercition et de corruption ouvre d'immenses espaces à la fraude ainsi que l'ont révélée les différentes consultations électorales qui ont eu cours au Cameroun depuis 1992 (Mbembe, 1993: 349).<sup>20</sup>

Aux municipales de 1996, les griefs suivants ont été articulés contre l'administration: les électeurs potentiels et les sous-préfets ont joué à cache-cache avec les cartes, les listes électorales et les bureaux de vote n'ayant été affichés nulle part comme l'exige la loi électorale. Aucune liste du RDPC n'a pu être prise en défaut quand même elle était déposée en retard. Alors que la commission communale de supervision est de par la loi souveraine pour la qualification des résultats définitifs, les préfets et le ministre de l'administration territoriale avaient souverainement décidé de confisquer ou de rejeter des multiples listes d'opposants quand la «sécurité» du RDPC l'exigeait. Une «cellule d'information» non prescrite par la loi pour rassembler et triturer les différents verdicts des urnes consignés dans les procès-verbaux avait été également créée au ministère de l'administration territoriale. Les responsables administratifs sont allés jusqu'à refuser de signer des documents importants rendant ainsi certains dossiers de l'opposition incomplets. On a assisté dans certaines circonscriptions à des mesures d'autorité prises pour supprimer une commission communale de supervision. On a également connu beaucoup d'intimidations dans les zones rurales (Mouiche, 1996: 136-197). De ce fait, le RDPC était souvent seul en lice dans certaines circonscriptions comme à Rey-Bouba, Mandringring et Touboro dans le département du Mayo Rey, réputé fief de l'UNDP.

Comme l'affirme Yeyang Silas, secrétaire général du MDR (voir le *Messenger* n° 608 du vendredi 30 avril 1997), «*Le RDPC voulait à tout prix remporter des mairies dans les zones qui votent traditionnellement pour le MDR. Pour cela le parti au pouvoir a tout mis en oeuvre pour l'emporter. En janvier 96, des enfants de moins de 17 ans ont voté, les urnes ont passé la nuit en brousse, et les représentants des partis d'opposition n'ont pas été autorisés à assister aux opérations de dépouillement. C'est donc à cause de la fraude et des intimidations du RDPC et des autorités administratives que le MDR n'a pas pu confirmer en 96 ses succès de 92*». Et Dakolé Daïssala désabusé (voir Mouiche, 1996: 186), de renchérir:

«En ce qui concerne le MDR, je dois dire que notre parti s'est retrouvé en face d'un acharnement incompréhensible et de la part du parti au pouvoir (...)

«Nous nous sommes rendus compte qu'une machine de guerre a été mise en

place pour écraser le MDR au moment de l'admission de nos listes. C'est ainsi que partout où le MDR pouvait représenter une concurrence sérieuse pour le parti au pouvoir, des consignes ont été données aux autorités administratives pour refuser nos listes (...) Ces gens (...) ne forment pas un parti politique mais un syndicat de fonctionnaires alliés à des hommes en mal de fisc. C'est pour ça qu'il n'y a pas de dialogue possible avec eux (...). Le MDR et tous les autres partis crédibles doivent s'organiser de telle manière que nous n'ayons plus à faire à une fraude de ce niveau».

Bello Bouba devait d'ailleurs abonder dans le même sens pour reléguer ces municipales dans la préhistoire de la démocratie, les qualifiant de «*rendez-vous manqué avec la démocratie*» et posant la problématique de la création d'une commission nationale électorale indépendante.

«Je vous dirais que les municipales du 21 janvier 1996 auront été un rendez-vous manqué avec la démocratie parce que comme je l'ai dit, on a connu beaucoup d'intimidations surtout dans les zones rurales. Pendant la campagne électorale et le jour du scrutin, on aura vu certaines autorités administratives s'immiscer dans la conduite des élections. Or, ce jour-là, elles devraient s'effacer devant les Présidents des commissions communales de supervision. On a également vu des sous-préfets venir enlever des urnes par la force pour tromper les électeurs qu'elles annulent les élections. Alors ceci explique que le RDPC qui a été largement vaincu dans nos capitales provinciales et dans bon nombre de chefs-lieux de départements ait pu se déclarer vainqueur dans les communes rurales. Tout ceci nous renforce dans notre conviction qu'il y a une nécessité d'adopter un nouveau code électoral dans notre pays et de créer une commission nationale électorale indépendante. Sans cela, nos élections vont difficilement être transparentes, libres et démocratiques» (Cameroon Tribune n° 6031-2320 du lundi 5 février 1996).

Et comme pour «*punir*» ces deux leaders du Septentrion, un découpage spécial, taillé sur mesure, tenant compte des résultats des municipales et sur fond de référents ethniques devait porter un coup fatal au MDR et à l'UNDP aux législatives de 1997, réduits qu'ils sont aujourd'hui à un et douze députés dans le Nord-Cameroun<sup>21</sup>. Ce découpage spécial concerne le Diamaré, le Mayo Kani, le Mayo Danäï, le Mayo Louti et la Bénoué.

Eyoum Ngangue du Journal Le Messager (n° 608 du vendredi 30 avril 1997: 6) devait crier au scandale, et parler des «*Bantoustans dans le Diamaré*»:

«Le gouvernement est venu alourdir la suspicion sur ses options démocratiques en procédant au découpage électoral qu'on qualifie de scandaleux. En effet, le Diamaré (...) a été plié en 4 circonscriptions électorales à savoir: Diamaré - centre urbain (Maroua - ville), Diamaré - centre - rural (Gazawa, Ndoukoula), Diamaré-nord (Meri), Diamaré-sud (Dargala, Bogo, Petté). Selon le président de la section UNDP du Diamaré, ce découpage participe de la volonté du gouvernement de créer des bantoustans dans l'Extrême-Nord. Car de toute évidence, ceux qui ont pratiqué

cette chirurgie se sont appuyés sur les scores réalisés par les uns et les autres dans divers arrondissements lors des dernières municipales. Le côté vicieux de la chose est que le RDPC table sur un vote tribal des Kirdi et de montagnards qu'on présente souvent comme des adversaires naturels de l'UNDP et partant des alliés objectifs du RDPC. C'est pourquoi les localités où ces populations sont majoritaires ont été regroupées comme s'il s'agissait de réserves d'indigents et de réserves de voix pour les candidatures du parti au pouvoir».

Camerounisation de l'Apartheid? De toutes les manières, l'injustice dans le partage de sièges par circonscription est criarde: Maroua-ville qui compte 200.000 habitants n'a qu'un siège, c'est-à-dire la même chose que Meri qui n'abrite que 50.000 âmes. La circonscription du Diamaré centre-rural qui est pratiquement inhabitée se taille la part du lion avec deux sièges, alors que les arrondissements de Dargala, Bogo, Peté qui totalisent 120.000 personnes n'en ont qu'un. Ainsi, Maroua-ville plus Dargala - Bogo - Petté qui composent les 4/5 de la population du Diamaré ne bénéficient que d'un seul siège (...). Ce qui est sûr est que l'UNDP et le MDR ont été frappés de plein fouet dans leurs bastions traditionnels.

D'abord l'UNDP dans le Diamaré, la Bénoué et le Mayo Louti où l'on peut bien se rendre compte de ce découpage «*ethniste*». Prenons le Diamaré<sup>22</sup>.

- Le Diamaré centre-urbain englobe Maroua-ville, cité cosmopolite regorgeant des populations peul, guiziga et Mofou, un siège qui sera gagné par l'UNDP.
- Diamaré-nord comprenant Peté (ville peul et arabe), Bogo (peul) et Dargala (composantes peul, mofou et kera), un siège remporté par l'UNDP.
- Diamaré centre-rural (terroir guiziga), deux sièges remportés par le RDPC.
- Et le Diamaré-sud, concernant Meri, cité mofou, un siège, gagné par le RDPC.

Le Mayo Louti éclatera en deux circonscriptions en confinant la zone peul du Mayo Oulo à un député revenu à l'UNDP et trois sièges pour le monde guidar et daba, le Mayo Louti-est, gagnés par le RDPC.

La Bénoué subira le même sort et l'on aura Bénoué-est acquis au RDPC puisque, englobant Bibemi, Pitoa et Lagdo, zone cosmopolite à dominante kirdi (Fali,, émigrés moundang, toupouri, guiziga, etc), deux sièges remportés par le parti au pouvoir et Bénoué-Ouest fief de Bello Bouba (Garoua, Dembo, Demsa, Bascheo, Touroua et Tcheboa), deux sièges revenus à l'UNDP.

Ensuite le MDR (et dans une certaine mesure l'UNDP) dans le Mayo Kani et le Mayo Danaï.<sup>23</sup>

Le Mayo Kani comprendra deux pôles: Mayo Kani-nord (Kaélé, Mindif et Moutourwa), trois sièges et Mayo Kani-sud (Guidiguis, Moulvoudaye, Porhi et Taibong), deux sièges. Si Mayo Kani-nord est un terroir à dominante guiziga et moundang donc hostile à l'UNDP, considéré comme une incarnation du passé et le MDR considéré comme un parti toupouri, le Mayo Kani-sud est surtout un milieu toupouri (avec une fraction importante de la communauté peul) d'ailleurs



région natale de Dakolé Daïssala, leader du MDR.

C'est surtout dans cette circonscription du Mayo Kani que l'effet-leader a beaucoup joué dans l'imaginaire des populations. En désignant Hélé Pierre, (leader moundang), tête de liste de l'UNDP dans le Mayo Kani-nord, l'UNDP s'est au moins assurée d'un siège à Kaéfé contre deux pour le RDPC. De même, le RDPC a su fragiliser la base électorale du MDR dans le fief de Dakolé Daïssala du Mayo Kani-sud en présentant contre ce dernier, l'éléphant du coin, Adama Modi, Peul, mais, populaire. Ce qui a assuré à ces deux partis une parité d'un élu chacun, dont Dakolé Daïssala pour le MDR et Adama Modi pour le RDPC.

Ainsi, en cinq ans de législature (1992-1997) il convient de le dire, Dakolé aura déçu son électorat toupouri du Mayo Kani et du Mayo Danaï. Outre que les danses toupouri dans les meetings ont davantage éloigné leurs voisins massa, mousey, guiziga et moundang entre autres facteurs, Dakolé en 1992, était allé très loin pour balayer dans la cour des autres en proposant un Ndourou de l'Adamaoua, un Guidar du Mayo Louti et un Mafa du Mayo Tsanaga comme ministres de la coalition RDPC-MDR. Certes, il voulait se positionner en leader kirdi mais c'était une aventure gratuite en ce temps de replis identitaires.

Ensuite les promesses non tenues pour un parti sans structures de base et qui se ramène à son leader, qui répugne à procéder à sa structuration. Enfin et fait majeur Dakolé n'est allé sur le terrain qu'une seule fois, à la veille du scrutin de 1997 pour «remercier» son électorat de 1992 et solliciter de nouveau leurs suffrages.

Une fois cette parenthèse sur le MDR fermée, l'analyse peut se tourner vers les oripeaux des chefs traditionnels. En effet, au Cameroun, ceux-ci sont des alliés du pouvoir central dont la marge de manoeuvre locale permet éventuellement d'exercer un chantage conservateur, qui ne met donc pas en cause la structure inégalitaire des relations mais permet plutôt une meilleure rétribution. C'est la thèse de l'instrumentalisation monopolistique des chefferies traditionnelles. La tradition d'emprise bureaucratique est maintenue en ce qui concerne la nomination, la sanction bref le régime disciplinaire des chefs traditionnels. D'ailleurs, en 1959, Amadou Ahidjo, alors Premier Ministre du Cameroun oriental avait destitué le lamido de Maroua; en 1963 le lamido de Ngaoundéré était à son tour relevé de ses fonctions.

Les chefs traditionnels sont en fait des opérateurs hégémoniques associés à l'Etat. Dans la terminologie officielle, ils sont considérés comme des «*auxiliaires de l'administration*». En fait, les chefferies traditionnelles et l'Etat au Cameroun ont participé et continuent à participer dans une certaine mesure de la même nature autoritaire et patrimoniale. Celles-là étant associées à celui-ci accomplissent une performance hégémonique au profit du souverain étatique. La parenté prébendaire est aussi forte et se manifeste par la confusion entre le public et le privé, par l'extorsion des ressources publiques. A titre d'illustration de la coopération patrimonialiste, l'on peut citer la remise en 1984 aux lamibé de la province de

l'Extrême-Nord par Abdoulaye Babale (alors ministre de l'urbanisme) au nom du chef de l'Etat la somme de 17.200.000 FCFA au titre de la fête de ramadan, ou encore la facilitation d'accès au crédit bancaire, autre modalité subtile de distribution de prébendes. En septembre 1992, le liquidateur du FONADER faisait état des difficultés à recouvrer les créances auprès du lamido de Rey Bouba M. Bouba Adoulaye (24 266 937 F), du lamido de Tourwa, M. Ahmadou Hayatou (13.247 211), etc (Sindjoun, 1994: 132-133).

La logique de l'instrumentalisation est implacable. Elle permet de comprendre en partie le refus des lamibé de la province du Nord de soutenir la candidature de l'opposant M. Bello Bouba Maïgari à l'élection présidentielle de 1992. L'argument d'«*auxiliaire d'administration*», de fidélité au régime et à celui qui l'incarne a notamment été utilisé par le frère aîné de M. Bello Bouba, le lamido de Batscheo, par ses cousins le lamido de Dembo et celui du Rey. Ici la logique des intérêts politiques l'emporte sur la parenté clarique: tous appartiennent au clan peul hillaga. Leur option pour l'Etat est un choix rationnel qui leur permet de pénétrer l'Etat et d'obtenir en échange de leur collaboration des gages bureaucratiques de reconnaissance, de sécurité et d'autonomie. Le chef traditionnel est un acteur intéressé qui recherche des profits dans le jeu de l'accumulation hégémonique du pouvoir central. C'est ainsi que dans le Nord-Cameroun, le système de commandement traditionnel peul (les lamibé) s'est affermi en s'impliquant dans les stratégies de domination politique et économique de l'administration coloniale française. Les lamibé aidaient à la collecte des impôts, à l'orientation des paysans vers la culture du coton, etc.. Il s'en est suivi un renforcement de la dépendance du paysan (Kirdi) vis-à-vis du lamido (Akam, 1990). L'entreprise coloniale dans le Nord-Cameroun a parfois permis aux lamibé grâce à leur position d'intermédiaires entre l'administration et les populations locales, de faire «*avaliser les prétentions de suzeraineté qu'ils nourrissaient sur leurs voisins kirdi*». Les chefs traditionnels foubé acceptent la collaboration pour mieux maîtriser la région (Sindjoun, 1994: 135-137). Mais dans cette collaboration, beaucoup versent dans la criminalisation, en violant de manière flagrante les droits de l'homme les plus fondamentaux.

C'est le cas notamment à Rey Bouba. Ici, la justice de l'Etat est absente. Elle n'y a d'ailleurs jamais fait son entrée. Toutes les affaires se règlent chez les dogaris (dougourous du lamido) et l'instance suprême se trouve à Rey chez «*l'Empereur*». Le lamido sait qu'il ne peut y avoir opposition de pouvoir entre l'Etat camerounais et lui parce que c'est le lamido qui prélève les taxes et les impôts sur le commerce. Certains fonctionnaires jugés trop zélés par le lamido perdent tout simplement leur poste, voire leur emploi, etc. ...

Cédons plutôt la parole à ce gendarme de Touboro, s'adressant aux militants de l'UNDP de Gay Toukoulou bastonnés par les dogaris de qui ils durent arracher le fusil:

«Vous avez bien fait de ne pas tuer un des dogaris, sinon l'armée serait intervenue pour détruire votre village. Comprenez que c'est de la part du lamido que les dogaris ont reçu l'ordre de porter des armes. Et ceci est connu et admis du président Biya. Vous auriez mieux fait d'apporter le fusil arraché au grand dogari et non à la gendarmerie. Moi je suis un étranger, un jour, je partirai et vous laisserai avec votre lamido. Si le lamido agit ainsi, ce n'est pas pour rien, c'est qu'il a reçu l'ordre du Président Biya».

Pour étayer davantage ses propos, il cite des exemples bien connus à savoir André Birda et Laomaye Dogofan, tous deux tués à Touboro par les dogaris qui n'ont jamais été inquiétés (voir *L'oeil du Sahel* n° 005 mars 1998).

Depuis l'avènement du multipartisme, les partis d'opposition notamment l'UNDP sont interdits dans ce lamidat. Aux législatives de 1992, ce parti avait été interdit de battre campagne dans ce territoire par le lamido. Il en a été de même aux législatives de 1997 où l'intervention des dogaris dut entraîner la mort de cinq militants de l'UNDP. Aux législatives de 1992, ses députés élus avaient été contraints à l'«*exil*» pour échapper aux foudres assassines du monarque. Le député Haman Adama de l'UNDP devait mourir des coups et blessures des dogaris, venu qu'il était en 1996, battre campagne pour les municipales alors même qu'il avait reçu l'aval du lamido. Ainsi, le RDPC se retrouvait seul en lice à Rey Bouba, Touboro et Mandringuing où il remportait un score significatif de 99,95%, 90,65 et 100% respectivement. Venu également battre campagne pour les législatives de 1997, le député UNDP Nana Koulagna devait se retrouver en prison à Garoua, à la suite d'une altercation avec les dogaris; et, se fondant sur toutes ces violations, l'UNDP devait intenter un recours en annulation du scrutin législatif dans cette circonscription remporté par le RDPC, recours auquel ce parti eut gain de cause. Seulement le scrutin annulé et renvoyé pour le 3 août ne fut toujours pas glorieux pour le parti de Bello.<sup>24</sup>

Au plan national, toutes ces manoeuvres autoritaires du RDPC devaient amener l'opposition camerounaise notamment le SDF, l'UNDP et l'UDC à boycotter l'élection présidentielle du 12 octobre 1997, convaincus qu'ils étaient de l'issue dudit scrutin. C'est ce qui ressort de la substance de ces propos liminaires de Bello Bouba Maïgari lors de la conférence tripartite (SDF-UNDP-UDC) annonçant ce boycott rapportés par le journal *Le Messenger* (n°675 du 10 octobre 1997):

«... Je rappelle tout cela pour dire que dans notre pays depuis le retour au multipartisme, et depuis que nous organisons des élections, non seulement le gouvernement ne veut pas changer les lois parce que cela l'arrange, parce que cela facilite ses fraudes mais plus grave, le gouvernement du Cameroun est toujours le premier à vider la constitution et les lois de la République. Et nous qui avons fait l'expérience de cinq élections toutes entachées

d'irrégularités, de fraudes massives, parce que nous voulions donner une chance d'évolution pacifique, démocratique au système politique du Cameroun, nous sommes arrivés à la conclusion que, à confirmer, nous ne faisons qu'encourager le gouvernement. C'est pour cela que nous avons décidé puisqu'il n'y a aucune volonté politique d'ouverture, de progrès en face de boycotter l'élection présidentielle du 12 octobre, pour ne pas apporter notre caution à la fraude, la force qui se prépare».

Le boycott de cette élection présidentielle n'a pas empêché le lamido de Demsa, sa majesté Moustapha Moussa, Directeur de l'agence de la BEAC (Banque des Etats de l'Afrique Centrale) de Garoua et maire de Gashiga, adepte des méthodes du lamido de Rey Bouba, de séquestrer six militants de l'UNDP partis de Garoua la veille pour s'enquérir de la situation des militants de l'UNDP de Demsa détenus dans les geôles du lamido pour avoir prôné ledit boycott.

Mais le pire est surtout venu du Mayo Sava dans la cour et aux abords de la chefferie mada, dont le chef est l'actuel Président de l'Assemblée nationale, le très Honorable Cavaye Yeguié Djibril. L'hebdomadaire catholique d'information, l'Effort camerounais (n° 83 du 23 au 29 octobre 1997) rapporte le témoignage de Mgr Philippe Stevens (l'Evêque de Maroua-Mokolo), des chrétiens, des musulmans et des animistes sur la torture exercée par des militaires sur des paisibles citoyens, pour avoir boycotté cette présidentielle. Ainsi, au mépris des libertés élémentaires, ces populations ont subi des pires brimades et des atrocités incroyables de la part des autorités qui leur exigeaient de voter contre leur gré, et de la manière qui leur a été imposée, contrairement à la loi :

«Les tortionnaires sont des militaires présents pour maintenir l'ordre en période électorale à risque. Des notables leur indiquent les plus récalcitrants des "opposants" pour lesquels il faut "adapter le traitement". Certains autres notables, effrayés de la situation, demandent clémence pour leurs frères. Les victimes, une quinzaine au moins, sont des personnes de 17 à 50 ans. Parmi elles, des musulmans, des chrétiens, des gens de la religion traditionnelle. Ils sont accusés par leurs chefs de quartier ou leurs frères de village, de n'avoir pas voté ou pas voulu voter ou d'avoir eu des attitudes provocantes. Certains ont été convoqués à la chefferie. D'autres ont été "ramassés" chez eux par les militaires.

«A tour de rôle, les hommes en tenue les frappent des dizaines et des dizaines de fois, de toutes leurs forces, sur la plante des pieds avec de gros rondins de nimier. On leur demande de se relever, de sauter ou de danser sur place. On les conduit tout en courant et en les frappant sur la tête dans la cour de l'école publique. Des femmes sont là, en pleurs. Ce n'est plus sur le dos qu'ils couchent, mais sur le ventre et les

rondins s'abattent rageusement sur les fesses jusqu'à casser l'avant-bras de l'un entre eux qui essaie de se protéger. La plante de leurs pieds est devenue rouge, molle et tellement gonflée qu'ils ne tiennent plus debout. Alors on s'amuse à piétiner les pieds et les jambes avec les "rangers" jusqu'à ce que cela devienne bien noir.

Cela ne suffit pas ! Il va falloir aller puiser l'eau au forage. Et alors le supplice devient horrible. Comment pomper avec des pieds mutilés ? Tant pis, ils puiseront jusqu'à 7 fûts d'eau. Demain, ils balayeront la cour avant que la séance ne recommence. Le "café" comme dit ! Pour certains, le traitement durera plus de deux jours et ne s'achèvera qu'après paiement d'une rançon "négociée" avec les notables ou les bourreaux. Certains se sont même vu dépouillés à domicile de leurs chèvres pendant qu'ils étaient enfermés.

«Le jour des élections, on a vu 8 d'entre eux conduits en car devant le bureau de vote de leur domicile puis obligés à voter après avoir été rossés publiquement par les militaires devant les membres du bureau de vote, impuissants».

Dès lors Achille Mbembe (1996: 68; Willame, 1996: 17) a raison pour dire dans un ton extrémiste que la démocratie en Afrique et ici au Cameroun reste un <<maginaire>>: <<Premièrement et contrairement à l'illusion générale, il n'existe aucun régime démocratique en Afrique noire. Par régime démocratique il faut entendre celui qui, par principe entend n'exclure personne au bénéfice de la liberté. Ramenée à sa plus simple expression, un régime de liberté est un régime dont la pierre angulaire est le respect de toute vie, la volonté de la protéger, de la préserver et de la multiplier. C'est ce souci de durabilité de la vie qui reçoit ensuite une traduction des lois, des institutions et une culture. Si ceci ne signifie en rien, la fin perpétuelle des exclusions et des violences, il n'en reste pas moins qu'un régime de liberté est aussi un régime au sein duquel toute légitimité est toujours susceptible de remise en cause>>.

Aujourd'hui, l'UNDP réduite à douze députés dans le Septentrion et contrainte de faire entrer dans un gouvernement de large union avec le RDPC, s'illustre et s'est toujours illustrée comme un parti de légitimation du régime Biya et donc de stabilisation du système politique camerounais, ne respectant jamais ses engagements vis-à-vis de l'opposition dite radicale. D'ailleurs cette entrée qui conforte l'«Axe Nord-Sud», symbolise le retour de la plupart des forces politiques qui ont gouverné le Cameroun de 1958 jusqu'à la rupture brutale opérée par le coup d'Etat du 6 avril 1984. Le MDR ramené à un élu, a perdu sa fonction tribunitienne toupouri. Le RDPC, malgré sa position dominante souffre toujours d'un déficit de légitimité. L'électeur nordiste demeure toujours pauvre et sous-scolarisé. Et l'on ne doit pas oublier cette maladie infantile du processus de démocratisation que constitue l'incivisme qui a souvent amené les militants de l'opposition à défier les autorités, allant parfois même jusqu'à refuser de s'inscrire sur la liste électorale, sabordant de ce fait la base électorale de leurs partis. Tout ceci pose le problème

de la création des conditions politiques, économiques, sociales et culturelles d'un ancrage profond et irréversible de la démocratie, avec tous les corollaires que comporte la réalisation d'une telle tâche, à savoir la constitution des puissantes forces démocratiques, la mise en place de solides institutions de même nature et la diffusion plus large dans les mentalités et les comportements quotidiens des populations, des valeurs d'une culture démocratique (voir Pathé Guèye, 1995: 1; Moukoko priso, 1994: 152; Quantin, 1997: 14-16).

## Notes

- \* Chargé des cours, Département de science politique, Université de Yaoundé II-Soa.
- <sup>1</sup> D'ailleurs, pendant plus de 30 ans, les partisans d'un Etat à parti unique ou de régime militaire en Afrique se sont déployés à juguler l'ethnicité et de promouvoir l'unité nationale, pour justifier le monopole du pouvoir par une poignée de personnes. Cette position a engendré dans la plupart des cas l'avènement des dictatures et le règne de la terreur. Ces inconditionnels du monopartisme ont pensé à tort qu'il serait possible d'étouffer l'ethnicité soit par la persuasion, soit par la contrainte afin de modérer une nation servile. Ils se sont lamentablement trompés (Oyowe, 1991 : 69). Et le renouveau des conflits ethniques, des rebellions armées et les replis indéniables qui accompagnent le processus de démocratisation est là pour l'attester. Aussi les problèmes relatifs à la question nationale ne peuvent plus être posés de la même manière aujourd'hui qu'ils étaient pendant la colonisation (Dieng Aly, 1995; Martin, 1995; Mouiche, 1996).
- <sup>2</sup> Tshikala K. Biaya (1998: 110) parle même d'un « *pouvoir ethnique* » fondé sur l'ethnie et sa culture politique. Celui-ci nourrit un projet de société et dispose d'une organisation socio-politique minimale qui gère son espace de pouvoir qu'il négocie avec l'Etat central hégémonique. Ce dernier, tout en organisant et codifiant la vie de ses membres par son idéologie, s'exerce à travers un ensemble d'institutions (politiques, économiques, sociales, culturelles et religieuses) articulées entre elles par un système de rationalités endogènes. Ces rationalités endogènes constituent une doctrine cohérente relative à l'organisation, à la gestion et au fonctionnement de la société. Elles sont perceptibles aussi bien dans les actes, les pratiques sociales et les rituels que dans les structures sociales, politiques et religieuses. Ce système constitue le lieu d'où émergent la société civile et ses pratiques politiques qui en sont les contre-stratégies. Enfin enraciné dans la culture politique locale, le pouvoir ethnique a intégré selon sa logique interne, l'expérience coloniale et postcoloniale et se donne comme formalité, des pratiques complexes qui s'imposent dans l'Etat et contre lui au sens où il constitue un corps.

- <sup>3</sup> Le Nord-Cameroun, est une zone de prairie tropicale au climat soudano-sahélien ne présentant pas d'unité géographique. Il comprend depuis 1983 trois provinces : l'Adamaoua avec une population évaluée en 1991 à 471.000 habitants, le Nord avec 672.900 et l'Extrême-Nord avec 1.896.000. Cette zone est comprise entre les parallèles 6<sup>o</sup> N et 12<sup>o</sup> N et représente 34,53% de la superficie du Cameroun avec 164.055 km<sup>2</sup> et 30,3% de la population nationale.
- <sup>4</sup> Kirdi est un terme de langue arabe choa du Ouadaï et du Baguirmi signifiant «*infidèle*», c'est-à-dire non musulman. Il est usité par les Peul (Kaado ou Habé) pour désigner les ethnies païennes du Nord-Cameroun. Mais cette appellation ancienne n'est plus exacte puisque beaucoup de Kirdi se sont convertis à l'islam et au christianisme.
- <sup>5</sup> A ceci, il faut ajouter la domination Kotoko sur les Arabes choa. C'est par vagues successives et par petits groupes que les Arabes, venus de la vallée du Nil à travers le couloir du Darfour-Kordofan, s'implantèrent aux abords sud lac Tchad. Le phénomène sporadique au départ, prit de l'ampleur au XIX<sup>e</sup> siècle. Les Arabes choa déferlent alors sur le pays Kotoko et font allégeance à El Kaneni, l'autorité centrale des Kotoko. Mais, pendant toute cette période précoloniale, la gestion de l'ethnicité sera située dans une logique préférentielle et de manipulation au profit de l'autorité centrale. Ce qui va compliquer à souhait la cohabitation dans un même espace territorial de deux communautés appartenant toutes à la Umma. De même, dans son aventure coloniale, la France a manifesté essentiellement une politique de défiance vis-à-vis de l'arabisme et de l'islamisme en dépit de quelques compromis à caractère contingent. Dans le Logone et Chari, leur préférence ethnique se portera donc sur les Kotoko. Et, pendant les six décennies que dura la colonisation, les Arabes furent victimes d'injustices et d'humiliation. Ils se constituèrent de plus en plus en un groupe marginal, figé, autarcique, refusant l'école moderne (Bah et Issa, 1997 : 281).
- <sup>6</sup> Sur les limites et les formes d'expression de l'hégémonie musulmane, l'on peut se reporter à mon article sur «*Ethnicité et pouvoir au Nord-Cameroun*», in *Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, n°2, 1997.
- <sup>7</sup> Il a fallu attendre 1924 en plaine et 1940 en montagne, pour que les Français instaurent le système d'administration directe et relèvent les Kirdi de la tutelle peul.
- <sup>8</sup> Dans ce domaine, le Nord avait beaucoup de difficultés, par exemple Kousséri, Maroua, Garoua et Ngaoundéré sont respectivement à 1690, 1430, 1220 et 945 Km de Douala à la côte. Ensuite, les hautes terres de l'Adamaoua gênent les communications Nord-Sud, le gonflement des cours d'eau et l'inondation des plaines du Logone interrompent les liaisons en saison de

pluie et le seul cours d'eau navigable jusqu'à la côte, la Bénoué (prolongé par le Niger) n'est navigable que deux mois en moyenne par an et coule en majeure partie en territoire nigérian.

<sup>9</sup> Au lendemain de l'indépendance, par réalisme surtout, le Président Ahidjo va se rapprocher du groupe kotoko qui, bien que numériquement moins que les Arabes, offrait l'avantage d'une structure socio-politique traditionnelle structurée et hiérarchisée ainsi qu'une élite formée à l'occidentale susceptible de se positionner stratégiquement dans l'appareil étatique moderne. Au sein de l'ethnie kotoko, Ahidjo trouva en Ousman Mey, un collaborateur zélé et fidèle en même temps qu'un compagnon. Pendant plus de deux décennies, il aura été Inspecteur fédéral puis Gouverneur inamovible de l'ancienne province du Nord où il agissait en véritable proconsul. Ce positionnement dans les hautes sphères de l'Etat, la quasi-intimité qui régnait entre lui et Ahidjo ont eu, au niveau local, un impact que d'aucuns ont jugé préjudiciable dans les relations entre Arabes choa et Kotoko. Ces derniers l'ont accusé de pratiques partisans dans la promotion politique, administrative et dans l'allocation des ressources qui bénéficiaient presque, exclusivement il faut le dire aux Kotoko. Il est établi qu'à la tête des deux arrondissements qui composaient le Logone et Chari à l'époque, deux Kotoko étaient sous-préfets-administrateurs municipaux. A l'Assemblée nationale, les députés représentant la région étaient en majorité des Kotoko. C'était le même son de cloche en ce qui concernait l'UNC (Union nationale camerounaise) parti unique à l'époque. Et se sentant ainsi exclus, les Arabes choa manifestèrent dès lors des sentiments de repli identitaire et de contestation de l'ordre établi. Des conflits sanglants éclatèrent dans le Logone et Chari, et les Arabes furent l'objet d'une violente répression de la part des Forces armées qui massacrèrent en 1979, la quasi-totalité des habitants du village de Dolle (Bah et Issa, 1997 : 281-282).

<sup>10</sup> Le scrutin municipal et législatif au Cameroun est un scrutin mixte, c'est-à-dire un scrutin de liste majoritaire à un tour où intervient la représentation proportionnelle pour répartir les partis lorsque, à l'issue du scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue. Ce partage ne concerne que la moitié des sièges, l'autre moitié revenant d'office à celui des partis arrivé en tête avec la majorité relative.

<sup>11</sup> SDF (Social Democratic Front), UDC (Union Démocratique du Cameroun), UNDP (Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès), MDR (Mouvement Démocratique pour la Défense de la République).

<sup>12</sup> Une analyse de ces résultats fait apparaître que trois formations politiques se partagent les 479 sièges de la province dont 365 pour l'UNDP, 110 RDPC et quatre MDR.

<sup>13</sup> Dans le Mayo Rey, le RDPC a été seul en lice dans les communes de Rey-



Bouba, Touboro et Mandringring avec des scores de 99,95%, 90,65 et 100% respectivement

<sup>14</sup> Les élections avaient été annulées par la cour suprême dans le Mayo Banyo, le Mayo Rey et dans le Ndé et renvoyées au 03 août.

<sup>15</sup> Pour M. Ahidjo, l'on avait fabriqué un dossier mensonger et extorqué par tortures.

<sup>16</sup> Sous le régime Ahidjo, la plupart des officiers supérieurs des forces armées étaient originaires du Nord-Cameroun. Dans une Afrique en proie à des coups d'Etat, il vaut mieux confier la sécurité à ceux en qui l'on a confiance. M. Ahidjo n'y était pas allé de main morte: le lieutenant-colonel Saleh Ibrahim, commandant de la Garde républicaine<sup>17</sup>, le colonel Oumaroudjam Yaya, commandant de la sécurité présidentielle, le colonel Ousmanou Daouda, chef du cabinet militaire du Président de la République, le colonel Abdoulaye Oumarou Garoua, commandant des forces d'intervention de Koutaba, Ibrahim Wadjiri, délégué général à la gendarmerie nationale dont dépendait la Garde républicaine, le colonel Abba Kaka Bourkou, intendant des Forces armées, le colonel Ngoura Belladj, responsable de la sécurité militaire et le ministre de la défense, le Dr MaïKano Abdoulaye étaient tous originaires du Nord et musulmans.

<sup>18</sup>

<sup>19</sup> Il semble que les Arabes choa voulaient s'associer à ce mouvement n'eurent été les clivages religieux. De même que le Premier Ministre Sadou Hayatou, un peul voulait saborder la création de cette association n'eurent été les instructions de la hiérarchie.

<sup>20</sup> Pierre Souman, Dakolé Daïssala, Bava Djingoer, Daway Rou, Tikela Kemone, Jean Baptiste Baskouda etc. sont des anciens ministres. Aujourd'hui au moins 25 députés à l'Assemblée nationale sur 51 ressortissant du Nord-Cameroun sont kirdi; Il en est également du Président du Conseil économique et social, M. Ayang Luc, des ministres Hélé Pierre, Zacharie Pévé, Denis Oumarou, du Président de l'Assemblée nationale qui n'est autre qu'un Kirdi islamisé (Cavayé Yéguié Djibril), etc.

<sup>21</sup> Aux municipales de 1996, 103 recours avaient été portés devant la chambre administrative de la cours suprême statuant comme Conseil constitutionnel. De même, après les législatives de 1997, 243 recours avaient été également formulés devant cette chambre demandant l'annulation du scrutin dans certaines circonscriptions. L'exposé des motifs était presque le même. Il avait trait au non-respect de certaines dispositions de la loi avant, pendant et après le vote, le refus d'afficher les listes électorales et les bureaux de vote avant le scrutin, l'arrivée tardive du matériel électoral, l'existence des bureaux de vote fictifs, la surinscription sur les listes électorales, la

fabrication et la confiscation des procès-verbaux par les représentants de l'administration, l'absence de certains partis politiques dans les bureaux de vote, etc.

Sur la trentaine des requêtes de l'UNDP qui exigeait l'annulation du scrutin dans le Nord-Cameroun, près de 20 avaient été rejetées, souvent de manière fantaisiste par les juges pour favoriser le parti au pouvoir, quand même toutes les preuves justifiant l'annulation étaient fournies, ou alors parce que la cour profitait des insuffisances de la défense pour prononcer le rejet. Ces requêtes concernent le Mayo Sava, Mayo Tsanaga, Mayo Danaï-nord, Mayo Kani-nord, Mayo Danaï-sud, Mayo Louti-est, le Diamaré centre-rural, le Mayo Banyo et le Mayo Rey.

Celles du MDR portaient sur le Mayo Danaï-nord, Mayo Danaï-sud, Mayo Kani-nord, Mayo Tsanaga, Mayo Sava, Bénoué-ouest, Bénoué-est et la Vina.

22 Sur l'ensemble du territoire national, l'UNDP totalise 13 députés et un pour le MDR.

23 Dans cette circonscription, l'UNDP avait introduit une requête en annulation. Le parti de Bello se fondait sur le décret signé le jour du scrutin par le chef de l'Etat et qui procédait à une nouvelle répartition des sièges, au moment où le vote avait déjà commencé dans les circonscriptions du Diamaré-sud, Diamaré-nord et Diamaré-rural.

24 Cette circonscription a été également sectionnée en trois dont Mayo Danaï-est (Velé, Gobo, Wina, Yagoua et Guere), pays massa et dont hostile au MDR considéré comme un parti toupouri, trois sièges; Mayo Danaï Sud (Kar-Hay, Tchatabali, Datcheka et Kalfou), milieu toupouri et peul, un siège et Mayo Danaï Nord (Maga et Kaikaï), zone mousey, un député. Tous ces sièges ont été remportés par le RDPC.

25 Comment oublier la destabilisation de l'UNDP par la nomination dans le gouvernement RDPC de Hamadou Moustapha et Issah Tchiroma Bakary (après l'élection présidentielle de 1992), respectivement premier vice-président et secrétaire général de l'UNDP à l'époque, contre les positions de la hiérarchie dudit parti, laquelle nomination leur valut une expulsion de l'UNDP par un communiqué en date du 27 Juillet 1994, expulsion qui allait amener ces derniers à créer au mois d'août 1995 le parti de l'ANDP (Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès), qui recrute également dans l'électorat jadis acquis à l'UNDP (Voir Mouiche, 1997: 213).

## **Bibliographie**

- Adejumobi, S. (1998). "Elections in Africa: A Fading Shadow of Democracy?" in *Africa Development*, Vol XXIII, n° 1.
- Akam, M. (1990). *Le défi paysan, le lamido et le paysan dans le Nord du Cameroun*, Paris, l'Harmattan.

Anonyme, (1998). Le grand Nord face à lui-même, texte inédit de la DCK.

Bah, T. et Issa, S. (1997). "Relations inter-ethniques, problématique de l'intégration nationale et sécurité aux abords sud du lac Tchad" in Nchoji Nkwi, P. et Nyamnjoh, F.B. *Religional Balance and National Integration in Cameroun. Lessons Learned and the Uncertain Future. Equilibre régional et intégration nationale au Cameroun. Leçons du passé et perspective d'avenir*, Yaoundé, Leiden, ICASSRT/ASC.

Balogum, O. (1993). "La société tribale est-elle un atout ou un handicap pour l'Afrique? In *Le Courrier ACP-CEE*, Bimestriel, n° 140, Juillet - Août.

Basta, L., Ibrahim, J. (eds), (1999). *Federalism and Decentralisation in Africa: The Multicultural Challenge*, Fribourg, Institut du Fédéralisme.

Baudouin, J. (1991). *Introduction à la science politique*, Paris, Dalloz.

Bayart, J.F., (1985). *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2e édition.

----, (1989). *L'Etat en Afrique*, Paris, Fayard.

----, (1986). "La Société Politique Camerounaise" in *Politique Africaine*, n° 22, Paris, Karthala.

----, (1996). Mbembe, A. et Toulabor, C., *La politique par le bas en Afrique. Contribution à une Problématique de la Démocratie*, Paris, Karthala, 1992.

----, (1996). *L'illusion Identitaire*, Paris, Fayard.

----, (1997). Ellis, S. et Hibou, B., *La Criminisation de l'Etat en Afrique*, Paris, Espace International, Edition Complexe.

Beauvilain, A. (1989). *Nord-Cameroun. Crises et Développement*, thèse de doctorat és Lettres et Sciences humaines, Université de Rouen, 2 tomes.

Biaya, T.K, (1998). "Le pouvoir Ethnique: Concept, lieux d'énonciation et pratiques contre l'Etat dans la modernité africaine. Analyse comparée des Mourides (Sénégal) et Luba (Congo-Zaïre) in *Anthropologie et Sociétés* n° 22 January.

Bukurura, S.H. (1997). "Human Rights in Subsaharan Africa. Toward a Complementary Enforcement of Social Justice" in *Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, n° 2.

Burnham, P. (1991). "L'ethnie, la religion et l'Etat. Rôle des Peul dans la vie politique et sociale du Nord-Cameroun" in *Le Journal des Africanistes*, t1.

Collectif, (1992). "Changer le Cameroun", *Le Cameroun éclaté? Anthologie des Revendications Ethniques*, Yaoundé, édition c3.

Collectif, (1994). "Changer le Cameroun", *Ethnies et Développement National*, Yaoundé, édition c3.

Conac, G. (dir). (1993). *L'Afrique en Transition vers le Pluralisme Politique*, Paris, Economica.

Dakolé, D. (1993). *Libre derrière les barreaux*, Paris, les éditions du Jaguar.

- Daloz, J.P. et Quantin, P. (1997). (études réunies et présentées par), Transitions démocratiques africaines, Paris, Karthala.
- Darbon, D. (1990). "L'Etat prédateur" in *Politique Africaine*, n° 39, September.
- , (1995). (dir.), *Ethnicité et nation en Afrique du Sud. Imageries identitaires et enjeux sociaux*, Paris, Karthala.
- Dieng Amady, A. (1995). *Question Nationale et ethnies en Afrique noire: le cas du Sénégal*, papier présenté au colloque de la 8e Assemblée générale du CODESRIA, Dakar, 26 Juin - 2 Juillet.
- Dobry, M. (1995). "Le processus de transition à la démocratie" in *Cultures et conflits* n° 17.
- Dongmo, J.L. (1997). "Ethnicité et divergence entre le pouvoir central et les forces vives locales sur la régionalisation au Cameroun: l'exemple du Nord-Cameroun" in Nchoji Nkwi, P. et Nyamnjoh, B.
- Eboua, S. (1995). *Ahidjo et la logique du pouvoir*, Paris, l'Harmattan.
- Eghosa, O. (1994). (edited by), *Between State and Civil Society in Africa*, Dakar, CODESRIA book series.
- Esaovelomandroso, M. et Feltz, G. (1995) *Démocratie et Développement: Mirage ou espoir raisonnable?* Paris, Karthala.
- Froelich, J.C. (1956). *Le commandement et l'organisation sociale chez les Fali du Nord-Cameroun* in *Etudes Camerounaises*, Paris, IFAN, Oct-Déc.
- Gaillard, P. (1989). *Le Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2 tomes.
- , (1994). *Ahmadou Ahidjo. Patriote et despote, bâtisseur de l'Etat camerounais*, Paris, Jeune Afrique Livres.
- GEMDEV, (1996). *Les avatars de l'Etat en Afrique*, Paris, Karthala.
- Geschiere, P. et Konings, P. (dir), (1993). *Itinéraires d'accumulation au Cameroun. Pathways to Accumulation in Cameroon*, Paris, ASC/Karthala.
- Gibbon, P. (1992). *Some Notes on Interpreting Current Political Changes in Sub-Sahara Africa*, Paper prepared for workshop on Interpreting Political Changes in Sub-Sahara Africa, Maseru (Lesotho), Nov 19-20.
- Hallowell, J.H. (1970). *Les fondements de la Démocratie*, Paris, les éditions Internationales, Collection NH.
- Kamto, M. (1994). *L'urgence de la pensée. Reflexions sur une précondition du développement en Afrique*, Yaoundé, Mandara.
- Kellas, J.G. (1993). *The Politics of Nationalism and Ethnicity*, Hong Kong, The MC Millan Press, Ltd.
- Keller, E.J. (1996). "Structure, Agency and Political Liberalisation in Africa" in *African Journal of Political Science*, Vol 1, n° 2, Déc.
- Lopes, C. (1996). "The Africanisation of Democracy" in *Africa Journal of Political Science*, Vol. 1, n° 2 Déc.
- Lazarsfeld, P., Berelson, B. et Gaudet, H. (1977). "L'homogénéité politique des

- groupes sociaux" in Birnbaum, P. et Chazel, F. *Sociologie Politique*, Paris, A. Colin.
- Martin Lipset, S. (1962). *L'homme et la politique*, Paris, Les éditions du Seuil.
- Mbembe, A. (1992). "Traditions de l'autoritarisme et problème de gouvernement en Afrique" in *Afrique et Développement*, Vol XVII, n° 1.
- , (1996), "Une économie de prédation: les rapports entre la rareté matérielle et la démocratie en Afrique subsaharienne" in *Afrique 2000* n° 24.
- Mclean, I. (1982). *Dealing in Votes: Interactions between Politicians and Voters in Britain and the USA*, Oxford, Martin Robertson.
- Mouiche, I. (1996). "Mutations socio-politiques et replis identitaires en Afrique: le cas du Cameroun" in *Revue Africaine de Science Politique*, Vol. 1, n° 2.
- , (1997). "Ethnicité et pouvoir au Nord-Cameroun" in *Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, n° 2.
- , (1998). *La question Nationale, l'ethnicité et l'Etat en Afrique: le cas du Cameroun*, Papier présenté à la conférence annuelle de l'Association panafricaine d'anthropologie, Cotonou, 17-21 Juillet 1998.
- Moukoko, P., (1994). *Cameroun/Kamerun La transition dans l'impasse*, Paris, L'Harmattan.
- Ndi Mbarga, V. (1993). *Ruptures et continuité au Cameroun*, Paris, L'Harmattan.
- Ninalowo, A. (1996). "The State, Legitimation and Human Centred Development" in *Africa Development*, vol XXI, n° 4.
- Nnoli, O. (1995). *Ethnic Conflicts and Democratization in Africa*, CODESRIA 8th General Assembly, Dakar, 26th June-2d July.
- Nzongola-Ntalaja, G. (1995). "Les transitions Démocratiques en Afrique" in *Bulletin de liaison de l'Association Africaine de Science Politique*, Sept.
- ORSTOM, (1984). *Le Nord-Cameroun. Des hommes, une région*, Paris, éditions de l'ORSTOM.
- Ossebi, H. (1995). *Ethnicité, logiques partisans et crises transitionnelles en Afrique: Le cas du Congo*, CODESRIA, 8e Assemblée générale, Dakar, 26 Juin - 2Juillet.
- Pathé Guèye, S. (1995). *Partis Politiques et Démocratie*, CODESRIA, 8e Assemblée générale, Dakar, 26 Juin-2 Juillet.
- Schilder, K. (1993). "La démocratie aux champs. Les présidentielles d'octobre 1992 au Nord-Cameroun" in *Politique Africaine*, n° 50, Paris, Karthala.
- Schilder, K. (1997). "Regional Imbalance in Northern Cameroon" in Nchoji Nkwi et Nyamnjoh.
- Van den Berg, A. (1997). "Women between Chiefs and the Law,: Competition for Power and Land in Northern Cameroon" in Nchoji Nkwi et Nyamnjoh, 1997.
- Van Santen, J.C.M. (1997). "Regional Balance and National Integration: A Historical Overview of Mafa Integration in National Politics: An Imbalance along Religious Lines" in Nchoji Nkwi et Nyamnjoh.

- Von Beyne, K. (1985). *Political Parties in Werstern Democracies*, Gower, Alderhof.
- Yameogo, H. (1993). *Repenser l'Etat africain. Ses dimensions et prérogatives*, Paris, l'Harmattan.